



Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

05 et 06 Mars 2011
05 و 06 مارس 2011

Le CCDH transformé en CNDH Vers une meilleure protection des droits humains

Mohamed Khalil

La transformation du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) en Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et la nomination, par SM le Roi Mohammed VI, de Driss El Yazami et Mohamed Essabar à la tête de la nouvelle structure marquent le passage à un nouveau degré dans le combat du Maroc pour la protection et la promotion des droits de l'homme. Après la création du CCDH, en avril 1990, par feu SM Hassan II, et sa réorganisation, en avril 2001 par SM le Roi Mohammed VI, pour se conformer aux « principes de Paris » élaborés par l'ONU, la « naissance » du CNDH traduit la volonté du Maroc d'aller de l'avant dans la défense et la promotion des valeurs universelle des droits humains, en harmonie avec les standards internationaux et le niveau de la culture marocaine en la matière. Ce passage traduit également une volonté de modernisation de l'organisation et de l'action, après la mise en place de l'outil qui a servi à la consultation et à l'émission d'avis dont la portée et les échos laissés sont salués par le monde entier. Car, revenant de loin, le Maroc, grâce à sa vision, a pu franchir bien des étapes dans cet épineux dossier. Le travail gigantesque effectué par l'Etat marocain et feu Driss Benzekri (et **Ahmed Herezni**) avec l'ensemble du tissu des droits de l'homme jouit, aujourd'hui, d'une forte reconnaissance à l'international. L'expérience marocaine s'est hissée en exemple, voire en modèle, lui-même inspiré par l'accumulation du savoir-faire qui a fait ses preuves ailleurs. Aujourd'hui, le CNDH a une nouvelle mission, qui continue, toutefois, celle de son précédent, mais dépasse le rôle consultatif et d'émission de propositions et d'avis. Le Souverain a tracé le cadre d'intervention de la nouvelle structure, qui sera indépendante des pouvoirs publics et dotée de prérogatives directes et pourra introduire une nou-

velle génération de droits humains. Le CNDH, malgré son caractère public, sera autonome vis-à-vis des pouvoirs publics et jouira d'une représentation politique et associative plurielle, sans exclusion, choisie sur la base des « principes de l'expertise et de la spécialisation dans les domaines ayant trait aux droits de l'Homme ».

La nouveau Conseil aura une déclinaison territoriale et obéira au projet de régionalisation, grâce à « des mécanismes régionaux en tant que dispositifs de proximité dédiés à la protection et à la promotion des droits des citoyens dans toutes les régions du royaume, ainsi que le rôle fondamental qu'ils auront à jouer pour permettre au nouveau conseil d'assumer pleinement ses missions ». Son domaine d'intervention est « global » et ses prérogatives seront « élargies » pour comprendre, selon Mohamed Essabar, « la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation ».

En attendant de voir les statuts du CNDH, bien des activistes des droits de l'homme estiment que la nouvelle initiative royale est de nature à donner « un sérieux coup de fouet » à la pratique des droits de l'homme dans le pays. Mais déjà avec les deux nouveaux dirigeants de ce Conseil national, **des militants de premier plan qui ont fait leurs preuves et qui sont restés fidèles aux valeurs des droits de l'homme, c'est un nouveau gage que le Maroc s'assigne**. : avancer encore plus, le plus possible, dans la voie de l'ancrage définitif du Maroc dans la culture des droits humains, à l'instar des pays démocratiques les plus avancés.

Il va de pair que cette évolution, qui touche l'organisation et les compétences, doit englober les droits de l'homme dans leur globalité, y compris ceux économiques, sociaux ainsi que les égalités régionales

(Lire en P2 et 3)

SM le Roi nomme Driss El Yazami et Mohammed Sebbar Président et SG du CNDH

Droits de l'Homme: le Maroc s'aligne sur les standards internationaux

Sa Majesté le Roi Mohammed VI a reçu jeudi, au Palais Royal de Marrakech, M. Driss El Yazami, que le Souverain a nommé Président du Conseil National des droits de l'Homme (CNDH) et M. Mohammed Sebbar, que Sa Majesté a nommé Secrétaire général du Conseil.

Un communiqué du Cabinet royal a indiqué que ces nominations interviennent suite à la promulgation du nouveau Dahir érigeant le Conseil - jusqu'ici institution consultative - en Conseil national des droits de l'Homme, conformément aux standards internationaux en la matière.

Le CNDH se distingue notamment par les mécanismes régionaux de défense et de protection des droits de l'Homme, qu'il adopte tant dans son organisation que dans l'exercice de ses compétences. A cet égard, SM le Roi a souligné l'extrême importance que revêtent ces mécanismes régionaux en tant que dispositifs de proximité dédiés à la protection et à la promotion des droits des citoyens dans toutes les régions du royaume, ainsi que le rôle fondamental qu'ils auront à jouer pour permettre au nouveau conseil d'assumer pleinement ses missions. Le nouveau Dahir vise par ailleurs à consolider l'autonomie du Conseil et à élargir ses prérogatives dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'Homme dans leur globalité. Il tend aussi à renforcer son pluralisme, tout en adoptant, pour le choix des membres du CNDH, les principes de l'expertise et de la spécialisation dans les domaines ayant trait aux

droits de l'Homme.

Après avoir rendu hommage aux efforts sincères que les anciens Président et Secrétaire général du Conseil, ainsi que l'ensemble de ses composantes, avaient déployés avec dévouement et abnégation tout au long de leurs mandats, dans l'accomplissement des missions assignées au Conseil, Sa Majesté le Roi a salué le parcours militant, notamment connu, tant au plan national qu'international, des nouveaux Président et Secrétaire général, ainsi que leur ferme engagement en faveur des droits de l'Homme, de la citoyenneté agissante et des justes causes de la nation.

Sa Majesté le Roi a également invité MM. Driss El Yazami et Mohammed Sebbar à prendre les mesures nécessaires pour l'installation du Conseil dans sa nouvelle composition, afin de lui permettre de mener à bien les missions qui lui sont assignées aux niveaux national et régional. Le CNDH concrétisera ainsi la Volonté Royale de continuer à consolider les acquis que le Maroc a réalisés en vue de raffermir l'Etat de droit et le progrès démocratique, et de conforter la position pionnière du Royaume au niveau régional, ainsi que le rôle qui est le sien dans ce domaine, à l'échelle internationale.

Biographie de Driss El Yazami

M. Mohammed Essabbar que SM le Roi a nommé jeudi secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) est né le 22 octobre 1955 à Rabat. Après avoir effectué ses études primaires et secondaires à Rabat, il a été recruté, en novembre 1978, par le ministère de l'éducation nationale pour exercer en qualité d'instituteur. Ayant obtenu, en 1979, le baccalauréat en tant que candidat libre, il démissionne de ses fonctions pour effectuer ses études supérieures à la faculté des lettres de Rabat, où il a obtenu la licence ès sociologie. Il intègre ensuite la direction de l'institut d'enseignement



privé "Imam Ghazali à Salé, où il a exercé en tant que directeur. Parallèlement à ses fonctions, M. Essabbar s'est inscrit à la faculté de droit de Rabat, où il a obtenu la licence en droit public. Depuis 1993, il exerce en qualité d'avocat au barreau de Rabat. Ancien activiste de la jeunesse de l'USFP, ayant rallié les rangs de l'ex-aile radicale de ce parti, il a évolué au sein de la corporation de la faculté des lettres de Rabat, où il figurait parmi les principaux étudiants agitateurs et instigateurs de grèves. Il avait procédé, en 1980, à la diffusion dans cette faculté, d'un poème à caractère séditieux, traitant des conditions de détention des prisonniers dits "politiques" et réclamant un "sacrifice pour venger les martyrs". M. Essabbar est aussi ancien membre du comité central du PADS et du SG de cette formation politique à Rabat. Il est également militant de l'AMDH et ex-président du "forum marocain pour la vérité et la justice" (FMJV) dont il est actuellement membre de son conseil national. Ayant échappé aux arrestations opérées parmi les activistes de la jeunesse de l'USFP lors des troubles à l'ordre public de juin 1981, il a été arrêté par les services de police de Rabat pour son implication dans les événements de janvier 1984 et condamné, le 7 juin 1984, par la cour d'appel de cette ville, à six mois de prison ferme et 1000 dh d'amende. Il a été libéré, le 2 décembre 1984, de l'ancienne prison civile "Laâlou" de Rabat, à l'expiration de sa peine.

Biographie de Mohamed Essabar

Mohammed Essabar que SM le Roi a nommé jeudi secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) est né le 22 octobre 1955 à Rabat. Après avoir effectué ses études primaires et secondaires à Rabat, il a été recruté, en novembre 1978, par le ministère de l'éducation nationale pour exercer en qualité d'instituteur. Ayant obtenu, en 1979, le baccalauréat en tant que candidat libre, il démissionne de ses fonctions pour effectuer ses études supérieures à la faculté des lettres de Rabat, où il a obtenu la licence ès sociologie. Il intègre ensuite la direction de l'institut d'enseignement privé «Imam Ghazali à Salé, où il a exercé en tant que directeur. Parallèlement à ses fonctions, M. Essabar s'est inscrit à la faculté de droit de Rabat, où il a obtenu la licence en droit public. Depuis 1993, il exerce en qualité d'avocat au barreau de Rabat. Ancien activiste de la jeunesse de l'USFP, ayant rallié les rangs de l'ex-aile radicale de ce parti, il a évolué au sein de la corporation de la faculté des lettres de Rabat, où il figurait parmi les principaux étudiants agitateurs et instigateurs de grèves.



Il avait procédé, en 1980, à la diffusion dans cette faculté, d'un poème à caractère séditieux, traitant des conditions de détention des prisonniers dits «politiques» et réclamant un «sacrifice pour venger les martyrs». M. Essabar est aussi ancien membre du comité central du PADS et du SG de cette formation politique à Rabat. Il est également militant de l'AMDH et ex-président du «forum marocain pour la vérité et la justice» (FMJV) dont il est actuellement membre de son conseil national. Ayant échappé aux arrestations opérées parmi les activistes de la jeunesse de l'USFP lors des troubles à l'ordre public de juin 1981, il a été arrêté par les services de police de Rabat pour son implication dans les événements de janvier 1984 et condamné, le 7 juin 1984, par la cour d'appel de cette ville, à six mois de prison ferme et 1000 dh d'amende.

Il a été libéré, le 2 décembre 1984, de l'ancienne prison civile «Laâlou» de Rabat, à l'expiration de sa peine.

Conseil national des Droits de l'Homme

Une indépendance consolidée, un pluralisme renforcé et des compétences élargies

Le Dahir portant création du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH), en tant que mécanisme national de promotion et de protection des droits de l'Homme et des libertés, a veillé à l'indépendance de cette institution, avec une composition pluraliste et rationalisée, à l'élargissement de ses compétences, et au renforcement de son efficacité en cohérence avec les standards internationaux dans ce domaine et notamment des "principes de Paris".

Cette institution aura ainsi pour missions : le responsable de l'institution chargée de la promotion de la communication entre le citoyen et l'Administration et les présidents des commissions régionales en place, le CNDH comprend 30 membres nommés pour un mandat de 4 ans renouvelable. Les membres sont choisis après consultation parmi les personnalités représentant les forces vives de la société (associations, des syndicats, du parlement, des figures de la pensée, du corps de la magistrature, des professeurs de l'enseignement supérieur et des experts marocains auprès de l'ONU) et agissant dans les domaines des droits de l'Homme, et justifiant d'une expertise et d'expérience en la matière.

Cette institution aura ainsi pour missions "la consultation, la surveillance, l'alerte précoce et l'évaluation de la situation des droits de l'Homme ainsi que la réflexion et l'enrichissement des débats sur les questions des droits de l'Homme à travers l'ensemble du territoire national et l'élaboration d'un rapport annuel et des rapports spéciaux ou thématiques soumis à la Haute Attention de Sa Majesté le Roi".

Dans ce cadre, le Conseil pourra à son initiative ou sur la base de requêtes, diligenter des enquêtes et examiner les situations d'atteinte ou d'allégations de violations de droits de l'Homme et convoquer, le cas échéant, toute personne susceptible de témoigner à cet effet. Le conseil pourra également intervenir en tant que mécanisme d'alerte précoce dans toute situation de tension susceptible d'entraîner des violations des droits de l'Homme et entreprend toute action de médiation ou de conciliation susceptible de prévenir lesdites violations.

Il aura pour mandat, en tant qu'institution nationale, la possibilité de visiter les lieux de détention et les établissements pénitentiaires et de contrôler les conditions des prisonniers. Le Conseil est également chargé d'étudier l'harmonisation des textes législatifs et réglementaires en vigueur avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'Homme et au droit international humanitaire à la lumière des observations et recommandations émises par les organes des traités et de participer à la mise en œuvre des mécanismes prévus par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme.

Il contribue à l'élaboration des rapports nationaux présentés aux organes de traités et encourage le gouvernement à poursuivre l'application de leurs observations finales et de leurs recommandations. Dans le cadre du renforcement de la démocratie, le conseil contribue à l'observation des opérations électorales.

En vue d'enrichir les débats sur les questions de droits de l'homme et de la démocratie, le conseil assure le relais entre les associations nationales, les organisations internationales non gouvernementales ainsi qu'avec les organes de l'Organisation des Nations Unies et organise des forums nationaux, régionaux et internationaux des droits de l'Homme à l'occasion desquels est décerné le "prix national des droits de l'Homme".

Pluralisme, la compétence et l'expertise

Le texte a veillé à ce que la composition du conseil allie ainsi entre le pluralisme, la compétence et l'expertise, la représentativité de la femme et la représentativité régionale.

Aussi, outre le président, le secrétaire général,

le responsable de l'institution chargée de la promotion de la communication entre le citoyen et l'Administration et les présidents des commissions régionales en place, le CNDH comprend 30 membres nommés pour un mandat de 4 ans renouvelable. Les membres sont choisis après consultation parmi les personnalités représentant les forces vives de la société (associations, des syndicats, du parlement, des figures de la pensée, du corps de la magistrature, des professeurs de l'enseignement supérieur et des experts marocains auprès de l'ONU) et agissant dans les domaines des droits de l'Homme, et justifiant d'une expertise et d'expérience en la matière.

Les membres sont répartis en 05 catégories, à savoir 08 membres choisis par Sa Majesté le Roi parmi les personnalités reconnues pour leur grande expertise et leur apport méritoire, à l'échelle nationale et internationale, en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme, 11 membres proposés par les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'Homme et reconnues pour leur travail sérieux en la matière, 08 membres dont la candidature est portée par les présidents des deux chambres du Parlement (selon les modalités fixées par le texte), deux membres proposés par les instances institutionnelles religieuses supérieures et un membre proposé par l'Amicale Hassania des magistrats.

Ainsi, pour le Président de la Chambre des Représentants, deux membres sont choisis parmi les parlementaires après consultation des groupes parlementaires et deux membres sont choisis parmi les experts marocains exerçant au sein des instances internationales concernées par les droits de l'Homme.

En ce qui concerne le Président de la Chambre des conseillers, quatre membres sont proposés par le ou les organismes respectivement représentatifs des professeurs universitaires et des journalistes professionnels, l'Ordre national des médecins et l'Association des barreaux du Maroc. Dans l'exercice de leurs fonctions, le président et les membres jouissent de protections leur garantissant l'exercice indépendant de leurs missions. Ils sont tenus d'une obligation de réserve et de confidentialité.

Les travaux du conseil sont placés sous la responsabilité d'un président et d'un secrétaire général nommés par Dahir. A leur cotés un bureau exécutif composé des présidents de groupes de travail et des rapporteurs assure les missions qui lui sont dévolues par le conseil.

Le conseil jouit de la capacité juridique et l'autonomie financière. A ce titre, des crédits sont inscrits au budget de l'Etat pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et d'équipement.

Le Conseil dispose de représentations région-

ales du Conseil qui travaillent en collaboration avec les associations locales actives et sont chargées, du suivi et du contrôle, du traitement des requêtes relatives aux violations des droits de l'Homme.

Les réunions du Conseil sont de quatre sortes: -celles tenues sur l'Ordre de Sa Majesté le Roi en vue d'examiner une question que lui soumet Sa Majesté pour consultation et avis, -les sessions ordinaires qui se tiennent quatre fois par an au maximum, -celles tenues à l'initiative des deux tiers au moins des membres du Conseil : -celles qui se tiennent pour des besoins d'urgence à l'initiative du président du Conseil.

Modalités de fonctionnement

Le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement et l'exercice des attributions ainsi que la tenue des réunions et des délibérations du conseil. Le président du Conseil soumet à Sa Majesté le Roi un rapport annuel sur l'état des droits de l'Homme ainsi que sur le bilan et les perspectives d'action du Conseil.

Ce rapport est publié au Bulletin officiel. Le président du Conseil informe l'opinion publique, les organisations et les instances nationales et internationales concernées par les droits de l'Homme, du contenu dudit rapport. Il présente devant chacune des chambres du Parlement, en séance plénière, un exposé synthétique du contenu dudit rapport, et ce, après en avoir saisi leurs présidents respectifs.

Les rapports, les avis, les recommandations et les propositions du Conseil sont publiés et diffusés à grande échelle, après qu'ils aient été portés à la Haute Connaissance de Sa Majesté le Roi. Ainsi les principales innovations introduites par le dahir, par delà le changement de dénomination (Conseil National au lieu de Conseil consultatif) concernent le renforcement de la conformité avec les principes de Paris et la pratique internationale des Institutions nationales des DH, l'intégration, la capitalisation et la consolidation des acquis depuis la création (20 ans), la réorganisation (10 ans) et l'intégration des nouvelles préoccupations en matière des DH (Droits Economiques, Sociaux, Culturels, Environnement, ...). Ces innovations portent également sur la couverture d'un large éventail des DH (Droits catégoriels et droits thématiques), le renforcement des attributions en matière de monitoring des DH, le renforcement de l'auto saisine, la réception et traitement des requêtes, les visites et le contrôle qu'il est autorisé à effectuer dans les lieux de détention et les établissements pénitentiaires, et son rôle en matière d'alerte précoce et d'intervention en cas d'urgence et ce qui concerne la médiation et la conciliation.

En outre le Conseil s'est vu renforcer les attri-

Contributions en matière d'harmonisation, de suivi de la pratique conventionnelle (Monitoring du suivi des Observation Finales et des recommandations des organes de traités) et de mise en œuvre des mécanismes prévus par les instruments internationaux des DH auxquels a souscrit le Maroc.

Outre le rôle de relais entre l'Etat avec ses institutions et la société civile nationale et internationale Le Conseil a vu se renforcer son interactivité du Conseil avec le système international des DH et dans le débat sur DH et la construction démocratique, avec notamment une incitation à la créativité en matière des DH par le biais d'organisation d'un prix des DH, tout comme il consacre la contribution du CNDH à l'observation des élections.

Les membres du Conseil répondent en plus à des critères déterminés par le dahir, à savoir des personnalités notoirement connues pour leur impartialité, leur probité morale, leur attachement sincère aux valeurs et principes des droits de l'Homme, leur compétence intellectuelle et leur expertise, avec une représentation des principales forces vives de la société agissant dans les différents domaines des DH. Outre les garanties d'indépendance le CNDH jouit de la capacité juridique et de l'autonomie financière, avec des crédits alloués au budget général de l'Etat et des règles d'organisation financière et comptable spécifiquement dédiées. Concernant la relation à l'opinion publique, le texte prévoit la publication au Bulletin officiel du Rapport annuel soumis à Sa Majesté le Roi, et l'information par le président du Conseil de l'opinion publique, des organisations et des instances nationales et internationales concernées par les droits de l'homme, du contenu du rapport, outre la présentation par le président devant chacune des chambres du Parlement, en séance plénière, d'un exposé synthétique du contenu du rapport, et ce, après en avoir saisi leurs présidents respectifs. Le souci du législateur d'assurer une plus grande convergence avec les principes de Paris apparaît clairement à cet effet. Inter : Les principes de Paris

Approuvés par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, en mars 1992 (résolution 1992/54), et l'Assemblée générale de l'organisation internationale (résolution A/RES/48/134 du 20 décembre 1993), les principes de Paris concernant le statut et le fonctionnement des institutions nationales de protection et de promotion des droits de l'homme.

Recommandations

Selon ces recommandations, une institution nationale, qui est investie de compétences de protection et de promotion des droits humains, est dotée d'un mandat aussi étendu que pos-

sible, et clairement énoncé dans un texte constitutionnel ou législatif, déterminant sa composition et son champ de compétence.

Parmi ses attributions, l'institution nationale est appelée à fournir à titre consultatif au gouvernement, au parlement et à tout autre organe compétent, soit à la demande des autorités concernées, soit en usant de sa faculté l'autosaisine, des avis, recommandations, propositions et rapports concernant toutes questions relatives à la protection et à la promotion des DH.

Elle se doit aussi de promouvoir et veiller à l'harmonisation de la législation, des règlements et des pratiques nationaux avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, auxquels l'Etat est partie, et à leur mise en œuvre effective.

L'institution est chargée, entre autres, d'encourager à la ratification desdits instruments ou à l'adhésion à ces textes et s'assurer de leur mise en œuvre, ainsi que contribuer aux rapports que les Etats doivent présenter aux organes et comités des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions régionales, en application de leurs obligations conventionnelles, et le cas échéant, émettre un avis à ce sujet, dans le respect de leur indépendance.

S'agissant des modes de désignation de ses membres, par voie élective ou non, la composition de l'institution nationale doit être établie selon une procédure présentant toutes les garanties nécessaires pour assurer la représentation pluraliste des forces sociales (de la société civile) concernées par la protection et la promotion des droits de l'homme, notamment par des pouvoirs permettant d'établir une coopération effective avec, ou par la présence, des représentants des organisations non gouvernementales compétentes dans ce domaine. Pour la stabilité du mandat des membres de l'institution, sans laquelle il n'est pas de réelle indépendance, leur nomination est faite par un acte officiel précisant, pour une période déterminée, la durée du mandat. Il peut être renouvelable, sous réserve que demeure garanti le pluralisme de sa composition. Les principes de Paris comportent, en outre, garantissent à l'institution nationale la possibilité d'examiner librement toutes questions relevant de sa compétence, obtenir toutes informations et tous documents nécessaires, s'adresser directement à l'opinion publique ou par l'intermédiaire de tous organes de presse, particulièrement pour rendre publics ses avis.

D'autre part, une institution nationale peut être habilitée à recevoir et examiner des plaintes et requêtes concernant des situations individuelles. Elle peut être saisie, par des particuliers, leurs représentants, des tierces parties, des organisations non gouvernementales, des associations et syndicats et toutes autres organisations représentatives.

Un Conseil avec des prérogatives élargies

Soumia Yahia

insaccament

Soumia Yahia



Abdellatif Chahboune

La création du Conseil national des droits de l'Homme remplaçant l'ancien Conseil consultatif et la nomination par SM Mohammed VI de Driss El Yazami, président du Conseil et Mohamed Sebbar, Secrétaire général, a suscité plusieurs réactions au sein du tissu associatif.

Abdellatif Chahboune, vice président de l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH) a tenu à saluer cette décision qui représente une avancée dans le chantier des droits humains et traduit la volonté réelle d'aller de l'avant. « Driss Yazami et Mohamed Sebbar nommés à la tête de ce Conseil sont des militants engagés pour la reconnaissance des droits humains au Maroc. Ils se sont investis dans ce domaine respectivement à travers l'Instance équité et réconciliation (IER) et Forum vérité et justice (FVJ) », a tenu à souligner notre interlocuteur.

Pour le militant, le nouveau Conseil national des droits de l'Homme tombe à point nommé surtout dans le contexte actuel marqué par la mobilisation des jeunes pour la mise en place de réformes



Mustapha El Manouzi

réelles.

Tout en saluant l'apport important et non des moindres de l'ancien Conseil consultatif des droits de l'Homme, le vice président de l'OMDH regrette, néanmoins, le piétinement, dû à plusieurs obstacles, qu'a connus la mise en vigueur des recommandations de l'IER. Et d'affirmer que le dossier des droits de l'Homme au Maroc est une question à dimension socio-économique qui appelle à des mesures concrètes afin de rompre définitivement avec un système dépravé et gangrené par la corruption.

De l'avis de ce militant, la moralisation de la vie publique ne peut se matérialiser qu'à travers un projet efficace, actif et clair, seul susceptible d'insuffler une nouvelle dynamique tenant compte de la conjoncture actuelle marquée par les derniers mouvements sociaux.

Le Conseil national des droits de l'Homme aura également pour tâche de se pencher sur les dossiers épineux restés toujours sans réponse, notamment l'affaire Mehdi Benbarka, note-t-il, ainsi que le dossier de l'emploi, un problème de taille auquel le Maroc est sérieuse-



Khadija Erriyadi

ment confronté.

Mustapha El Manouzi, secrétaire général du forum Vérité et justice considère, de son côté, que le passage du Conseil consultatif des droits de l'Homme au Conseil national des droits de l'Homme représente un saut qualitatif dans la mesure où la conversion de cette institution, du domaine consultatif pur sans prérogatives effectives au Conseil national des droits de l'Homme, certes à caractère consultatif, mais avec des compétences élargies et doté de mécanismes d'exercices réels et qualitatifs, est significatif.

EL Manouzi met l'accent sur l'importance de l'ensemble des prérogatives du Conseil. Il s'agit en premier lieu, d'examiner les plaintes et les requêtes et de diligenter des enquêtes dans certains cas pour éviter toutes violations. Cela, indique-t-il, fait partie des recommandations de l'IER.

Le Secrétaire général du FVJ souligne l'importance des autres compétences de cette institution, notamment la visite des lieux de détentions, le contrôle des institutions pénitentiaires et l'examen



Aziz El Ouadie

des conditions de détention ainsi que la rédaction des rapports nationaux et thématiques réguliers sur la situation des droits de l'Homme au Maroc, tels que figurant dans le dahir de création.

Sur un autre registre, le travail sur l'harmonisation de l'arsenal juridique national avec les dispositions internationales représente une prérogative de grande portée à soulever, exprime-t-il. Autre point fort du conseil, ajoute-t-il, la dotation des conseils régionaux des mêmes compétences.

Un autre atout de ce mécanisme national des droits de l'Homme, c'est son autonomie administrative et financière permettant de lui garantir une certaine indépendance, fait savoir El Manouzi. Cela se traduit aussi par la composition du Conseil dont huit membres sont nommés par SM Majesté le Roi, le même nombre par les deux chambres du Parlement et 11 membres issus du tissu associatif. Cela donnera au Conseil une marge d'action et de liberté importante, commente-t-il.

Khadija Erriyadi, présidente de l'AMDH, indique que l'association se réunira

Mohamed Soual : Un signal fort

Selon Mohamed Soual, membre du bureau politique du PPS, la transformation du CCDH en CNDH est un signal fort dans la protection et le renforcement des droits de l'Homme. La transformation du conseil consultatif en conseil national se traduit par un élargissement des prérogatives de ce conseil aussi bien dans ses missions que dans son champ d'action régionale.

Je n'ai pas encore lu le Dahir, mais je pense qu'au-delà d'une harmonisation nécessaire, le CNDH dispose de prérogatives élargies dans le sens d'une protection accrue dans un domaine qui touche le concret de la vie courante, le droit de l'homme, un élément essentiel de citoyenneté. Je demeure convaincu que, dans le contexte d'aujourd'hui marqué par les manifestations soci-



ales et la révolte dans le monde arabe, la mise en place de la nouvelle structure représente un signal de grande portée, mais aussi un début de réponse aux revendications du mouvement du 20 février.

Je me permets de souligner, à cette occasion, que Ahmed Herzeni n'a pas démerité, le CCDH étant en conformité totale avec les Principes de Paris. Aujourd'hui, avec le Conseil National des Droits de l'Homme, on est en pleine reconnaissance internationale.

Personnellement, je pense que la nomination de Driss El Yazami à la tête du Conseil est un choix judicieux. C'est un militant, qui a joué un grand rôle au sein de l'IER (Instance d'Équité et de Réconciliation, ndlr). C'est un pur produit du tissu marocain des Droits de l'Homme, avec, en plus, une notoriété à l'échelle internationale. Des qualités dont jouit Mohamed Sebbar, un homme aux convictions fortes.

A.K

أكدوا على أنه يعبر عن إرادة سياسية قوية ترمي إلى ترسيخ المكتسبات الديمقراطية بالمغرب

حقوقيون : المجلس الوطني لحقوق الإنسان دفعة قوية للدينامية الإصلاحية الوطنية

حميد اعزوزن

أجمع حقوقيون على أن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان يندرج في إطار جهود المغرب الرامية إلى تعزيز الديمقراطية والنهوض بحقوق الإنسان كخيار استراتيجي مؤكدين أن إحداث هذا المجلس من شأنه أن يعطي دفعة قوية للدينامية الإصلاحية الوطنية.

وكان صاحب الجلالة الملك محمد السادس قد عين أول أمس إدريس اليزمي رئيسا و محمد الصبار أمينا عاما للمجلس، ودعاهما إلى اتخاذ الإجراءات الكفيلة بضمان تنصيب المجلس في تركيبته الجديدة، وقيامه بمهامه الوطنية والجهوية في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تجسيدا للإرادة الملكية السامية في مواصلة توطيد ما حققه المغرب من مكاسب على درب ترسيخ دولة الحق والقانون، والتقدم الديمقراطي، وتعزيز مكانته الريادية الجهوية، ودوره الدولي في هذا المجال.

وذكر بلاغ للديوان الملكي أن هذا التعيين يأتي بعد إصدار الظهير الشريف الجديد، الذي يرتقي بهذا المجلس من مؤسسة استشارية (المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان) إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن.

وفي هذا السياق، قالت أمينة بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان إن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان بهذا الشكل يعبر عن إرادة سياسية قوية ترمي إلى المساهمة في ترسيخ المكتسبات الديمقراطية بالمغرب و توسيع هامش الحريات وترسيخ قيم التسامح وحقوق الإنسان.

وأضافت بوعياش في اتصال لـ «رسالة الأمة» أن المجلس مؤثر مهم جدا يعكس بجلاء الدينامية المتنامية التي يعرفها المغرب في مجال بناء الصرح الديمقراطي وترسيخ حقوق الإنسان.

وبخصوص رئيس وأمين عام المجلس، أبرزت بوعياش أنهما من الشخصيات التي تعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديهما خبرة وتجربة طويلة في هذا المجال، كما أنهما ساهما بشكل فعال في بعض القضايا المهمة.

وبدوره أكد مصطفى المانوزي، رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف أن الارتقاء بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مجلس وطني هو انتقال نوعي وانفتاح أوسع لهذا المجلس على جميع الجمعيات الحقوقية بالمغرب، مضيفا بقوله «إن هذا الانتقال سي طرح أمامنا مناقشة إمكانية عضوية المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف داخل المجلس».

أنظر الصفحة الثالثة

أكدوا على أنه يعبر عن إرادة سياسية قوية ترمي إلى ترسيخ المكتسبات الديمقراطية بالمغرب

عقودنا: المجلس الوطني لحقوق الإنسان دفعة قوية للدينامية الإصلاحية الوطنية

حميد إعرزونا

الإنسان وحياتها.
ومن جهته، أكد محمد الصبار، الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، على الالتزام بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وترسيخ جذور قيم التسامح وحقوق الإنسان. وبعد أن أعرب عن اعتزازه بالثقة الملكية السامية، قال الصبار في تصريح للصحافة إن «هذا التكليف يلزمنا بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وتوسيع دائرة المتمتعين والمنتمعات بالحقوق الأساسية ومن أجل تجذير الكرامة والمساواة وقيم التسامح وقيم حقوق الإنسان».

وبخصوص الارتقاء بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني وفق المعايير الدولية، شدد الأمين العام للمجلس على أن الأمر يتعلق «بخطوة ستشكل لا محالة قفزة نوعية خاصة إذا ما تم دمجها ضمن إستراتيجية للإصلاح الشامل، ومن اختصاصات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، المشورة والمراقبة، والتحذير الاستباقي وتقييم وضعية حقوق الإنسان بالإضافة إلى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني، وإعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك.

إن المجلس يعتبر قيمة مضافة للإصلاحات الديمقراطية التي دشنها المغرب، مشيراً إلى أن من بين أهم ما جاء في الظهير المحدث للمجلس هو نشر وإذاعة تقارير وآراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة جلالة الملك علماً بها، وكذلك تعزيز اختصاصات المجلس في مجال مراقبة حقوق الإنسان، لا سيما فيما يخص حماية هذه الحقوق وتعزيز الإحالة الذاتية وتلقي ومعالجة الشكاوى وزيارة ومراقبة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية والإنذار الاستباقي والتدخل في حالة الاستعجال والوساطة والمصالحة.

من جانبه، أكد إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان أن المجلس سيساهم قوة في ترسيخ المكتسبات الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب ثقافة وممارسة، وشدد اليزمي في تصريح للصحافة على أنه سيشرع في العمل بشكل فوري من أجل استكمال هياكل المجلس الوطني لحقوق الإنسان وجعله مؤسسة تساهم في ترسيخ المكتسبات الديمقراطية وكذا حقوق الإنسان ثقافة وممارسة. وذكر اليزمي بأن الظهير الجديد يهدف إلى دعم استقلالية المجلس، وتوسيع صلاحياته وآليات اشتغاله من خلال اعتماد آليات جهوية للدفاع عن حقوق

وفي هذا السياق، قالت أمينة بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان إن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان بهذا الشكل يعبر عن إرادة سياسية قوية ترمي إلى المساهمة في ترسيخ المكتسبات الديمقراطية بالمغرب و توسيع هامش الحريات وترسيخ قيم التسامح وحقوق الإنسان.

وأضافت بوعياش في اتصال لـ «رسالة الأمة» أن المجلس مؤشر مهم جدا يعكس بجلاء الدينامية المتنامية التي يعرفها المغرب في مجال بناء الصرح الديمقراطي وترسيخ حقوق الإنسان. وبخصوص رئيس وأمين عام المجلس، أبرزت بوعياش أنهما من الشخصيات التي تعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديهما خبرة وتجربة طويلة في هذا المجال، كما أنهما ساهما بشكل فعال في بعض القضايا المهمة، وبدوره أكد مصطفى المانوري، رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف أن الارتقاء بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان إلى مجلس وطني هو انتقال نوعي وانفتاح أوسع لهذا المجلس على جميع الجمعيات الحقوقية بالمغرب، مضيفاً بقوله: «إن هذا الانتقال سيطرح أمامنا مناقشة إمكانية عضوية المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف داخل المجلس».

وقال المانوري في اتصال لـ «رسالة الأمة»

أجمع حقوقيون على أن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان يندرج في إطار جهود المغرب الرامية إلى تعزيز الديمقراطية والنهوض بحقوق الإنسان كخيار استراتيجي، مؤكداً أن إحداث هذا المجلس من شأنه أن يعطي دفعة قوية للدينامية الإصلاحية الوطنية وكان صاحب الجلالة الملك محمد السادس قد عين أول أمس إدريس اليزمي رئيساً و محمد الصبار أميناً عاماً للمجلس، ودعاهما إلى اتخاذ الإجراءات الكفيلة بضمان تنصيب المجلس في تركيبته الجديدة، وقيامه بمهامه الوطنية والجهوية في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تجسيدا لإرادة الملكية السامية في مواصلة توطيد ما حققه المغرب من مكاسب على درب ترسيخ دولة الحق والقانون، والتقدم الديمقراطي، وتعزيز مكانته الريادية الجهوية، ودوره الدولي في هذا المجال.

وذكر بلاغ للديوان الملكي أن هذا التعيين يأتي بعد إصدار الظهير الشريف الجديد، الذي يرتقى بهذا المجلس من مؤسسة استشارية إلى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان (الإنسان) إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن.

أكد جلالتة على المكانة الخاصة للآليات الجهوية في حماية حقوق الإنسان
والنهوض بها عن قرب من المواطنين

جلالة الملك يعين السيدين إدريس اليزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومحمد الصبار أمينا عاما للمجلس



استقبل صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، أول أمس الخميس، بالقصر الملكي بمراكش، السيد إدريس اليزمي، وعينه رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، والسيد محمد الصبار، وعينه جلالتة أمينا عاما للمجلس.

جلالة الملك يعين السيدين إدريس اليزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومحمد الصبار أمينا عاما للمجلس ونكر بلاغ للديوان الملكي أن هذين التعيينين باتيان بعد إصدار الظهير الشريف الجديد، الذي يرتقي بهذا المجلس من مؤسسة استشارية، إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن. ويتميز المجلس الوطني الجديد، باعتماد آليات جهوية للدفاع عن حقوق الإنسان وصيانتها، في تنظيمه وممارسته اختصاصه.

وأكد صاحب الجلالة على المكانة الخاصة لهذه الآليات الجهوية في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها عن قرب من المواطنين وبسائر أرجاء المملكة وعلى دورها الأساسي في تمكين المجلس الجديد من القيام بمهامه على الوجه الأكمل.

ويهدف الظهير الجديد إلى دعم استقلالية المجلس، وتوسيع صلاحياته، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وتعزيز تعديته، واعتماد الخبرة والتخصص في مجالات حقوق الإنسان، لاختيار أعضائه.

وبعد أن نوه جلالة الملك، بصف البلاغ، بالجهود الصادقة التي بذلها، بنفان ونكران ذات، كل من الرئيس والأمين العام السابقين للمجلس، وكافة مكوناته، طيلة مدة انتدابهم، للنهوض بالمهام الموكولة للمجلس، أشاد جلالتة بالمسار النضالي المشهود، وطنيا ودوليا، لكل من الرئيس والأمين العام الجديدين، وبالتزامهما الراسخ بنصرة حقوق الإنسان.

والمواطنة الفاعلة، والقضايا العادلة للوطن.

كما دعا جلالة الملك السيدين إدريس اليزمي ومحمد الصبار، لاتخاذ الإجراءات الكفيلة بضمان تنصيب المجلس، في تركيبته الجديدة، وقيامه بمهامه الوطنية والجهوية، في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تجسيدا للإرادة الملكية السامية، في مواصلة توطيد ما حققه المغرب من مكاسب، على درب ترسيخ دولة الحق والقانون، والتقدم الديمقراطي، وتعزيز مكانته الريادية الجهوية، ودوره الدولي في هذا المجال.

الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان يؤكد الالتزام بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وترسيخ قيم التسامح وحقوق الإنسان

أكد محمد الصبار الذي عينه صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، اليوم الخميس أمينا عاما للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الالتزام بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وترسيخ جذور قيم التسامح وحقوق الإنسان.

وبعد أن أعرب عن اعتزازه بالثقة الملكية السامية، قال السيد محمد الصبار في تصريح للصحافة إن « هذا التكليف يلزمنا بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وتوسيع دائرة المتمتعين والمتمتعَات بالحقوق الأساسية ومن أجل تجذير الكرامة والمساواة وقيم التسامح وقيم حقوق الإنسان». وبخصوص الارتقاء بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني وفق المعايير الدولية، شدد الأمين العام للمجلس على أن الأمر يتعلق « بخطوة ستشكل لا محالة قفزة نوعية خاصة إذا ما تم دمجها ضمن استراتيجية للإصلاح الشامل».

Revue

يتولى متابعة أوضاع حقوق الإنسان وطنيا وجهويا ومراقبة الانتخابات

المجلس الوطني لحقوق الإنسان ينهي 20 عاما من عمر المجلس الاستشاري

الرباط
المساء

عين الملك محمد السادس أول أمس كلا من إدريس اليزمي، رئيس مجلس الجالية المغربية المقيمة بالخارج سابقا، ومحمد الصبار، أمين عام منتدى الحقيقة والإنصاف، رئيسا وأميننا عاما للمجلس الوطني لحقوق الإنسان على التوالي، والذي سيخلف المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان المشكل منذ عام 1991. وذكر بلاغ للديوان الملكي أن هذين التعيينين يأتيان بعد إصدار الظهير الجديد، الذي يرتقي بهذا المجلس من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن.

وأكد الملك محمد السادس، لدى تعيين المسؤولين الجديدين للمجلس، حسبا جاء في البلاغ، على المكانة الخاصة للآليات الجهوية في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها عن قرب من المواطنين وبسائر أرجاء المملكة، وعلى دورها الأساسي في تمكين المجلس الجديد من القيام بمهامه على الوجه الأكمل. ودعا الملك كلا من اليزمي والصبار إلى اتخاذ الإجراءات الكفيلة بضمان تنصيب المجلس، في تركيبته الجديدة، وقيامه بمهامه الوطنية والجهوية، في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، لمواصلة توطيد ما حققه المغرب من مكاسب، على درب ترسيخ دولة الحق والقانون، والتقدم الديمقراطي، وتعزيز مكانته الريادية الجهوية، ودوره الدولي في هذا المجال.

وسيكون من اختصاص المجلس الجديد، حسب الظهير المحدث له، القيام بمهام المراقبة والمشورة والتحذير الاستباقي وتقييم وضعية حقوق الإنسان، بالإضافة إلى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني وإعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على الملك. ويدخل ضمن اختصاصات المجلس القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو أي مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء عند الاقتضاء إلى كل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار، بمبادرة من المجلس أو بناء على شكاوى موجهة إليه. كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات. وتندرج ضمن مهام المجلس إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية، ومراقبة ظروف السجناء ودراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تتقدم بها هيئات المعاهدات، والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان. كما يساهم المجلس في إعداد التقارير الوطنية المقدمة إلى هيئات المعاهدات وبشجع الحكومة على مواصلة تطبيق ملاحظاتها النهائية وتوصياتها، ومراقبة العمليات الانتخابية.

Driss El Yazami et Mohamed Sabbar à la tête du CNDH

La communauté des droits de l'Homme applaudit le nouveau souffle du Conseil



© MAP
S.M. le Roi recevant Driss El Yazami (à droite) et Mohammed Sabbar.

La nouvelle est tombée en fin d'après-midi alors que la rumeur enflait depuis les premières heures de ce jeudi 3 mars. Driss El Yazami, l'ancien secrétaire général de la Fédération des ligues des droits de l'Homme que

préside la Tunisienne Souhayr Belhassen et jusque-là président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger et Mohamed Sabbar, ex-responsable du Forum vérité et justice, détenu politique dans une autre vie,

ont été nommés par le Souverain respectivement président et secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme.

NARJIS RERHAYE

Lire page 3

Libération

Driss El Yazami et Mohamed Sabbar à la tête du CNDH

La communauté des droits de l'Homme applaudit le nouveau souffle du Conseil

La nouvelle est tombée en fin d'après-midi alors que la rumeur enflait depuis les premières heures de ce jeudi 3 mars. Driss El Yazami, l'ancien secrétaire général de la Fédération des ligues des droits de l'Homme que préside la Tunisienne Souhayr Belhassen et jusque-là président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger et Mohamed Sabbar, ex-responsable du Forum vérité et justice, détenu politique dans une autre vie, ont été nommés par le Souverain respectivement président et secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme. Toute la journée, la petite communauté des droits humains en terre marocaine bruissait de la rumeur qui allait très vite se faire information avérée : le Conseil consultatif des droits de l'Homme allait connaître de profonds changements et se transformer en Conseil national des droits de l'Homme, une institution jouissant de réelles compétences et de vraies prérogatives. D'heure en heure, ce jeudi 3 mars, l'information se précisait. Ahmed Herrezni et El Haiba, l'un président du CCDH et l'autre secrétaire général de cette instance consultative, n'allaient pas faire partie de la nouvelle configuration de l'institution nationale dédiée à la protection et à la promotion des

droits humains et sur laquelle ils avaient pourtant planché pendant plusieurs semaines.

Si la nomination de Driss El Yazami, déjà membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme et cheville ouvrière de la Commission vérité et justice marocaine, n'est pas vraiment une surprise, le choix de l'activiste et avocat Mohamed Sabbar, désormais SG du nouveau Conseil national des droits de l'Homme, fait figure de nouvelle percée dans le mouvement d'ouverture du pouvoir. L'homme qui a purgé une peine de six mois à la prison Laalou de Rabat, après les événements de 1981, est réputé pour sa virulence et ses sorties sans concessions. Le 28 février dernier, le Forum vérité et justice auquel il appartient adressait une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur pour dénoncer les violences contre les défenseurs des droits de l'Homme lors des manifestations des 20 et 26 février. « C'est aussi un homme de consensus et d'écoute. Sabbar est en contact permanent avec les victimes des années de plomb et le mouvement des droits de l'Homme. Sa nomination est un gain pour les droits de l'Homme », déclare Abdennaceur Bnouhachem, l'ancien disparu, rescapé des bagnes d'Agdz et de Kelaat Mgouna.

Des changements profonds préparés dans la discrétion

Au CCDH, c'est la surprise. « On savait que de grands changements se préparaient pour le conseil. Mais on ne pensait pas que l'équipe présidant aux destinées du CCDH allait radicalement changer », confie un membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme. En fait, tout s'est préparé dans la plus grande des discrétions. Et seuls quelques « happy few » étaient au parfum des transformations qu'allait connaître cette institution jusque-là seulement consultative. Pour le défenseur des droits humains Mostafa Miftah, c'est justement là tout le problème. « Tout s'est fait dans le secret avec la promulgation d'un dahir dont personne ou presque n'était au courant. C'est cette opacité qui dérange. Il y a aujourd'hui un problème de contexte. Chez nous, c'est celui du 20 février qu'on veut visiblement ignorer. On a le sentiment que le pouvoir politique suit son propre agenda en ignorant les 20 et 26 février », soutient avec force cet ancien détenu politique.

Du côté du mouvement des droits humains, l'heure est au sourire. En tout cas, dans les rangs de l'Organisation marocaine des droits humains, OMDH, on ne cache pas sa satisfaction au lendemain de la

Libération

nomination de Driss El Yazami et Mohamed Sabbar à la présidence et au secrétariat général du nouveau Conseil national des droits de l'Homme. «Ce sont deux personnes proches du mouvement des droits de l'Homme. Ils ont les tous deux, d'une manière ou d'une autre, participé à la lecture des pages des violations des droits humains au Maroc. Ils ont tous les deux initié des processus de protection des droits de l'Homme. En fait, aussi bien Driss El Yazami que Mohamed Sabbar ont en main ce que j'appelle le thermomètre dans le processus de consolidation des droits de l'Homme dans notre pays », déclare sourire aux lèvres Amina Bouayach, la présidente de l'OMDH.

Un nouveau dahir vient donc d'instituer le Conseil national des droits de l'Homme. Et en attendant sa publication pour en savoir plus, un communiqué du cabinet royal indique que « le CNDH se distingue notamment par les mécanismes régionaux de défense et de protection des droits de l'Homme qu'il adopte tant dans son organisation que dans l'exercice de ses compétences ». « Il est important de souligner que le Conseil national des droits de l'Homme est désormais une institution nationale qui jouit de l'autonomie et répond aux normes internationales. Ses prérogatives ont

été élargies en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme. Ma première réaction est de dire que l'installation du CNDH exprime la volonté politique d'aller de l'avant sur le chemin des droits humains », fait valoir la présidente de l'Organisation marocaine des droits humains.

Driss El Yazami et Mohamed Sabbar ont été chargés par le chef de l'Etat d'œuvrer à la nouvelle composition de cette instance nationale. Le défenseur des droits humains qu'est Abdenaceur Bnouhachem veut croire, lui, à « une nouvelle expérience qui pourra accompagner le mouvement actuel qui secoue le monde arabe, la région, peut-être le Maroc ». « Driss El Yazami, Mohamed Sabbar et le nouveau Conseil doivent gagner le pari de résoudre les problèmes du passé des violations des droits de l'Homme. Il faut que nous puissions tourner la page en la lisant. Il faut que la vérité soit dite. Il faut que les Marocains sachent ce qui s'est passé. Dans le même temps, il est urgent que le CNDH résolve les problèmes sociaux des victimes des années de plomb. Les archives doivent être ouvertes et la mémoire préservée parce qu'il est temps de passer à autre chose ».

NARJIS RERHAYE

الرياضي: السلطة لم تفهم بعد رسالة 20 فبراير

تركيبة المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقسم المشهد الحقوقي

■ سامي المودني ■

لا يبدو أن الحركة الحقوقية الوطنية متوافقة على تعيين كل من إدريس الزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان» ومحمد الصيار أميناً عاماً لنفس الهيئة الوطنية، اختلاف يتوزع بين التفاؤل والتشاؤم والتريث أيضاً. وحسب مصطفى الرميد، رئيس جمعية «منتدى الكرامة»، فإن تغيير اسم المجلس من استشاري إلى وطني لا يهمله، بقدر ما تهمة التسميات، في حين صرحت أمينة بوغياش، رئيسة «المنظمة المغربية لحقوق الإنسان»، لـ«أخبار اليوم» بأن ما جاء في ملخص الظهير المؤسس للمجلس الوطني لحقوق الإنسان يظهر تجاوزاً من طرف السلطة مع مطالب الحركة الحقوقية على مستوى توسيع اختصاصات المؤسسة الوطنية المكلفة بالنهوض بحقوق الإنسان، «نعتقد أن الاسم غير مهم بقدر ما تهتم اختصاصات المجلس في صيغته الجديدة، وفي نظرنا أمر إيجابي أن يكون للرأي العام اطلاع وفكرة على مهام المجلس».

وجهة نظر لا تتقاسمها مع بوغياش خديجة الرياضي، رئيسة «الجمعية المغربية لحقوق الإنسان»، هذه الأخيرة اعتبرت أن قرار التعيين كان «مفاجئاً ومن دون استشارة الهيئات الحقوقية في الوقت الذي تتججج فيه السلطات دائماً بالتواصل مع منظمات حقوق الإنسان».

الرياضي قالت، في اتصال هاتفي مع «أخبار اليوم»، إن الجمعية التي تترأسها تعترم تداريس الظهير المؤسس للمجلس في اجتماع مكتبها المركزي، والاختصاصات المخولة له ومدى احترام المعايير الدولية المعتمدة في تأسيس المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، بالإضافة إلى مدى استقلالية المجلس الحالي.

تعيين شخصيتين قادمتين من العمل في مجال حقوق الإنسان على رأس «المجلس الوطني لحقوق الإنسان» خلف صدى طيباً لدى «المنظمة المغربية لحقوق الإنسان»، فأمينة بوغياش تعتبر أن «الرئيس والأمين العام شخصيتان ارتبطتا بالحركة الحقوقية كما أنهما تابعا ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق



خديجة الرياضي

من جهتها، اعتبرت الرياضي أن السلطة لم تفهم بعد الرسالة التي وجهها المواطنون المغاربة الذين نزلوا إلى الشارع، ورفعوا سقف مطالبهم «ولا ترقى مثل هذه الإجراءات إلى المطالب التي رفعوها، في حين كنا نتمنى التجاوب معها من طرف الدولة».



مصطفى الرميد

صيغته السابقة ظل على هامش الأحداث الحقوقية ولم يستطع أن يساهم في حماية حقوق الإنسان بالبلاد وتحول إلى ما يشبه مكتب دراسات، مستدركا: «هل صيغة المجلس الحالية ستخرجه من هذا النفق؟ هذا السؤال يبقى مطروحا للمستقبل».



أمينة بوعيش

الإنسان وواكبا عمل هيئة الإنصاف والمصالحة.. لذلك بالنسبة إلينا تعيين اليزمي والصبان إيجابيا جدا ونتمنى لهما كل التوفيق في عملهما. أما بالنسبة إلى مصطفى الرميد فإنه من السابق لأوانه أن «أحكم على مستوى وأداء المجلس في صيغته الحالية، لكنه في

استدعاء المسؤولين ورفع التقارير إلى البرلمان .. أهم اختصاصات المجلس الجديدة

وأراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة الملك علما بها.
وفضلا عن تغيير الاسم، تضمن الظهير المؤسس لـ«المجلس الوطني لحقوق الإنسان» انشغالات جديدة في مجال الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية، وتغطية مجال واسع لحقوق الإنسان بما فيها الحقوق فنوية والموضوعاتية.
وبالنسبة إلى النهوض بحقوق الإنسان، تضمن الظهير تعزيز مهام المجلس على مستوى تتبع تطبيق المعاهدات ووضع الآليات المطلوبة من الأجهزة الدولية لحقوق الإنسان التي يعد المغرب عضوا فيها. وبالإضافة إلى دوره كرابط بين الدولة بمؤسساتها والمجتمع المدني الوطني والدولي، عرف المجلس تعزيز تلاؤم أنشطته مع النظام الدولي لحقوق الإنسان ومساهمته في دعم قدرات السلطات العمومية والجمعيات في مجال حقوق الإنسان، ومساهمته في النقاش حول حقوق الإنسان والبناء الديمقراطي. وفي سياق تشجيع الخلق والابتكار في مجال حقوق الإنسان، سيعمل المجلس في نسخته الجديدة على تنظيم الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان.

منح الظهير المؤسس لـ«المجلس الوطني لحقوق الإنسان» اختصاصات موسعة للهيئة الوطنية المكلفة بالنهوض بأوضاع حقوق الإنسان وحمايتها. بالإضافة إلى رفع تقارير دورية إلى الملك محمد السادس عن حالة حقوق الإنسان ورصد الانتهاكات، وتشجيع مصادقة المغرب على الاتفاقيات الدولية، وأصبح بإمكان المجلس في صيغته الجديدة توجيه استدعاءات إلى المسؤولين في سياق التصدي لحالات خرق حقوق الإنسان وزيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية. مجلس اليزمي يتمتع اليوم بإمكانية «التحذير الاستباقي» في كل حالة توتر كفيفة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان، عن طريق اتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الخروقات.
وبينما كان المجلس يرفع تقريره السنوي إلى الملك فقط، أصبح لزاما على المجلس في صيغته الجديدة إخبار «الرأي العام والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان» بفحوى هذا التقرير، ويقدم أمام غرفتي البرلمان كلا على حدة، خلال جلسة عامة، عرضا موجزا حول مضمون التقرير، وذلك بعد إخطار رئيسي الغرفتين بذلك». كما يتم نشر وإذاعة تقارير

مصطفى المانوزي : رئيس المنتدى المغربي
من أجل الحقيقة والإنصاف

المجلس يعتبر تحولا نوعيا



ففي السياق العام الذي يعيشه المغرب ، فإن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان يعتبر تحولا نوعيا في مجال التعامل مع قضايا الدفاع عن حقوق الإنسان، وذلك من خلال الصلاحيات والمهام التي أسندت إلى هذه المؤسسة الجديدة، بتمكينها من حق الإحالة على القضاء

في الأمور التي بها مس بحقوق الإنسان، إذن، فهذا المجلس هو خطوة متقدمة عن المجلس الاستشاري، بحيث هناك توسيعا للصلاحيات ونوعا من الاستقلال، بالتالي فالمجلس الوطني لحقوق الإنسان يمكن أن يلعب دورا كبيرا في تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة على مستوى المرافعة والناصر، بحيث إنه على مستوى التنفيذ فالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان رفع يديه عن بعض القضايا، كتلك المتعلقة بالحقيقة وجبر الضرر، وبالتالي فالمجلس الوطني لحقوق الإنسان سيشتغل على مرحلة ما بعد التوصيات، مع إعطائه في نفس الوقت، مهام أخرى كلعب دور التحكيم في بعض الأمور، كالانتخابات، أو الشكايات الموجهة ضد بعض المصالح الإدارية، أو غير ذلك، هذا من جهة، من جهة أخرى، فالمجلس الحالي سيجتمع ما بين مؤسسة «الوسيط» المعمول بها في الدول الغربية وكمدافع على ثقافة وحقوق الإنسان، أما وظيفته لن تكون تقريرية، بحيث إن القضاء وحده الذي يقرر في هذا المجال، والمجلس سيكون منتجا للأفكار، وبالتالي سيشكل بديلا نوعيا للمجلس الاستشاري، بتمتيعه بصلاحيات موسعة تمكنه من أن يأخذ في هذا الإطار مواقف في الدفاع ومناصره حقوق الإنسان.

أمينة بوعياش : رئيسة المنظمة المغربية
لحقوق الانسان

المجلس يستجيب لمطالب الحركة الحقوقية



ارتسامنا الأول حول
المجلس الوطني لحقوق
الإنسان انطلاقاً من
المعلومات المتداولة، هو أن
هذا المجلس هو مؤسسة
وطنية جديدة في مجال
حقوق الإنسان، تتمتع
باختصاصات جديدة مع
هامش أوسع للتدخل في

المجال أكثر من المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان،
وبالتالي فهامش التدخل هذا سيمكن المجلس الوطني
لحقوق الإنسان من التقرير في عدة قضايا. الارتسام
الثاني، هو أن تعزيز الحقل الحقوقي بهذه المؤسسة
هو تعبير عن وجود ارادة سياسية واضحة في اتجاه
ترسيخ الديمقراطية واحترام حقوق الإنسان، أما الفكرة
الثالثة، وهي أن الشخصيتين اللتين تم تعيينهما على
رأس المجلس الوطني لحقوق الإنسان هما شخصيتان
أولاً قريبتان جداً من الحركة الحقوقية، سواء المغربية،
الإقليمية والدولية، ولهم مساهماتهم في الدفاع عن
حقوق الإنسان، بحيث تابعوا مسار ملف تسوية ماضي
انتهاكات حقوق الإنسان في المغرب، وكانوا فاعلين في
مجال توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة، فاعلين كذلك
إطلاق مسارات وإعمال هذه التوصيات، وبالتالي فهذه
المؤشرات تجعلنا أولاً نقول إن هذا المجلس يستجيب
لاقتراحات ومطالب الحركة الحقوقية.

عبد الحميد أمين نائب رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان

فوجئنا بقرار إحداث المجلس



في ما يتعلق بهذه المؤسسة الجديدة، أي المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي حل محل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، فالغريب في هذا الأمر، هو أنه لم تتم استشارتنا كفعاليات حقوقية تعمل في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان

بشأن التعديلات التي تم إدخالها على هذه المؤسسة، وفوجئنا بقرار إحداث المجلس، بحيث لم يكن هناك أي حوار من قبل قدمنا من خلاله اقتراحاتنا ووجهة نظرنا في الموضوع، هذا في الوقت الذي كان فيه من الإيجابي جدا استشارة كل الهيئات، سواء الحقوقية أو السياسية في هذه الخطوة، وكنا نفضل في البداية أن تكون هناك عملية تقييم لحصيلة عمل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والوقوف عند العراقيل التي وقفت دون أدائه لمهمته التي جاء من أجلها على الوجه الأكمل، وبالتالي فإن عدم القيام بعملية التقييم هذه ويشكل عمومي، فإن دل على شيء فإنما يدل على أن هناك أفرادا في اتخاذ القرارات ولم يتم الاحتكام للديموقراطية.

من المجلس الاستشاري إلى المجلس الوطني لحقوق الإنسان

وأخيرا.. مؤسسة مستقلة لحماية حقوق الإنسان بالمغرب



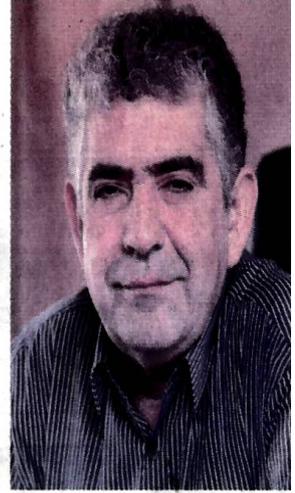
محمد الصبار

□ تحقيق في الانتهاكات..
ومبادرات وساطة ومصالحة

□ الأحزاب خارج المجلس وقضاة وصحفيون
يدخلون من بوابة البرلمان

□ استقلالية مالية وإدارية
وساطة في نشر التقرير

ملف خاص في



ادريس اليزمي

تحقيق في الانتهاكات.. ومبادرات وساطة ومصالحة



اليزمي والصابر أثناء استقباليهما من قبل جلالة الملك (و.م.ع)

المعاهدات ويشجع الحكومة على مواصلة تطبيق ملاحظاتها النهائية وتوصياتها. وفي أفق إغناء النقاشات بشأن قضايا حقوق الإنسان والديموقراطية، يطلع المجلس بدور الرابط بين الجمعيات الوطنية، والمنظمات الدولية غير الحكومية بالإضافة إلى الهيئات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة، وينظم ملتقيات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان يتم خلالها تسليم «الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان».

التي يثيرها المجلس مادام القانون يعطيها هذه الصلاحية». في باقي الاختصاصات، يناط بالمجلس دراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تتقدم بها هيئات المعاهدات والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان. كما يساهم المجلس في إعداد التقارير الوطنية المقدمة لهيئات

بعد عشر سنوات من إعادة تنظيمه ينتقل المجلس من هيئة استشارية إلى هيئة وطنية، التغيير على مستوى التسمية حمل معه اختصاصات جديدة تعزز آليات التدخل التي لم يكن يتوفر عليها المجلس السابق، فحسب الظهير الجديد، سيكون من اختصاصات المؤسسة المشورة، والمراقبة، والتحذير الاستباقي.

فيبعد أن كان الظهير المؤسس للمجلس السابق ينص فقط على أن من مهام المجلس الاستشاري «التصدي لحالات خرق حقوق الإنسان، إما تلقائيا أو بطلب ممن يعنيه الأمر؛ وذلك بدراستها وتقديم توصيات بشأنها إلى الجهة المختصة». جاء ظهير المجلس الوطني أكثر تدقيقا، إذ صار بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء، عند الاقتضاء، لكل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار.

كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات. كما أن من بين مهام المجلس إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء، ويساهم في مراقبة العمليات الانتخابية.

لكن هل للمجلس صلاحية التقاضي أو الإحالة على القضاء؟ ما يتوفر حتى الآن من مضمون الظهير لا يشير إلى ذلك بوضوح، لأنه لا يتحدث إلا عن «القيام بتحقيقات» و«اتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة»، لكن مصطلحي المانورزي المحامي ورئيس منتدى الحقيقة والإنصاف لا يعلق باب التدخل القضائي للمجلس الوطني «الظهير لم يرد على سبيل الحصر اختصاصات المجلس، ولذلك فإن اللجوء إلى القضاء أمر وارد في الممارسة، فالمجلس يمكنه أن يحيل على النيابة العامة بعض الانتهاكات، ولكن لا يمكنه التقاضي كطرف مدني مادام أنه هيئة استشارية».

الرأي نفسه، وفي رأي أمينة بوغياش حين سألناها عن صلاحيات الإحالة على القضاء «ذلك ليس من صلاحيات المجلس الوطنية لحقوق الإنسان حسب مبادئ باريس، لكن النيابة العامة يمكنها فتح تحقيق بشكل تلقائي في الخروقات

الأحزاب خارج المجلس وقضاة وصحفيون يدخلون من بوابة البرلمان

خضعت تركيبة المجلس لإعادة هيكلة شاملة ، شملت عدد أعضائه، ونوعيتهم وكذلك مسطرة تعيينهم، ومدة ولايتهم.

فبالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالنهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدثة، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا، بعدما كان العدد في السابق يصل إلى أربعة وأربعين عضوا. كما تم تخفيض مدة ولايتهم من ست سنوات إلى أربع سنوات فقط.

وبعد أن كان جلالة الملك يعين أربعة عشر عضوا في المجلس، صار يكفي بتعيين ثمانية أعضاء «من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها».

ويلاحظ في الصيغة الجديدة للمجلس أن الأخير لم يعد يضم في تشكيلته ممثلين للأحزاب السياسية، وفي المقابل تمثل فيه الهيئات الحقوقية التي يعطيها الظهير حق التمثيل بأحد عشر عضوا «يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال».

وبدلا من الأحزاب السياسية، أصبح لرئيسي غرفتي البرلمان، التدخل في تشكيلة المجلس ، إذ يرشحان ثمانية أعضاء للعضوية. فبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان.

أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب.

أما الصنف الرابع، فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضوا واحدا تقترحه الودادية الحسنية للقضاة.

الأحزاب خارج المجلس وقضاة وصحفيون يدخلون من بوابة البرلمان

خضعت تركيبة المجلس لإعادة هيكلة شاملة ، شملت عدد أعضائه، ونوعيتهم وكذلك مسطرة تعيينهم، ومدة ولايتهم.

فبالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالنهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدثة، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا، بعدما كان العدد في السابق يصل إلى أربعة وأربعين عضواً. كما تم تخفيض مدة ولايتهم من ست سنوات إلى أربع سنوات فقط.

وبعد أن كان جلالة الملك يعين أربعة عشر عضواً في المجلس، صار يكفي بتعيين ثمانية أعضاء «من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها».

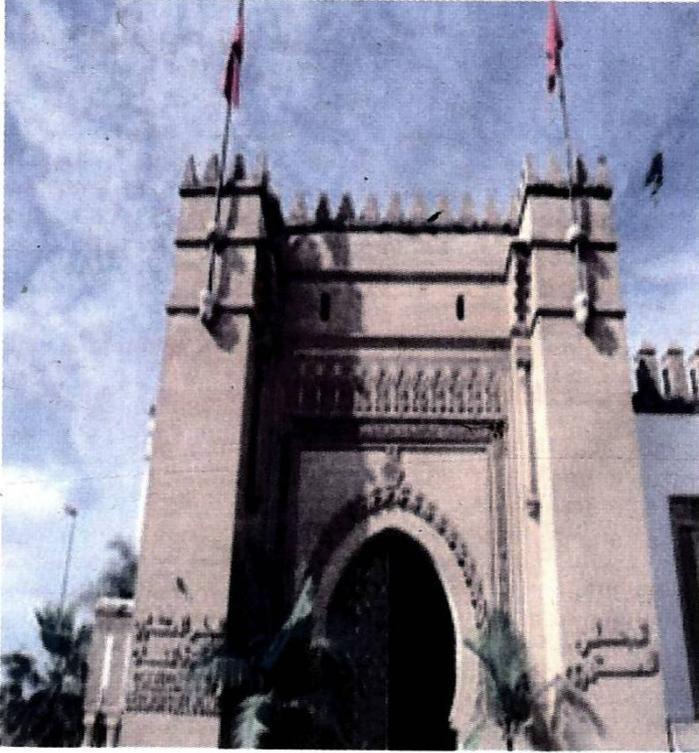
ويلاحظ في الصيغة الجديدة للمجلس أن الأخير لم يعد يضم في تشكيلته ممثلين للأحزاب السياسية، وفي المقابل تمثل فيه الهيئات الحقوقية التي يعطيها الظهير حق التمثيل بأحد عشر عضواً «يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال».

وبدلاً من الأحزاب السياسية، أصبح لرئيسي غرفتي البرلمان، التدخل في تشكيلة المجلس ، إذ يرشحان ثمانية أعضاء للعضوية. فبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان.

أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب.

أما الصنف الرابع، فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضواً واحداً تقترحه الودادية الحسنية للقضاة.

استقلالية مالية وإدارية وسلطة في نشر التقرير



المجلس، ينشر هذا التقرير بالجريدة الرسمية. كما يخبر رئيس المجلس الرأي العام، والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى هذا التقرير. ويقدم أمام غرفتي البرلمان كل على حدة، خلال جلسة عامة، عرضا موجزا حول مضمون التقرير، وذلك بعد إخطار رئيسي الغرفتين بذلك. كما يتم نشر وإذاعة تقارير وآراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة جلالة الملك علما بها.

القانون للمجلس عقد أربعة اجتماعات في السنة على الأكثر، وهناك اجتماعات تعقد بمبادرة من ثلثي أعضاء المجلس على الأقل، وأخيرا الاجتماعات التي تعقد من أجل قضايا مستعجلة بمبادرة من رئيسه.

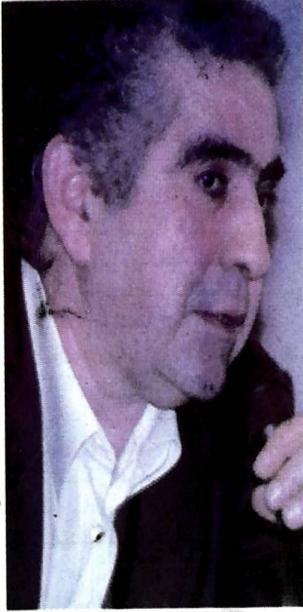
الاستقلالية الجديدة تطهر أيضا من خلال حرية المجلس في التصرف في التقارير الذي يعدها، فبالإضافة إلى رفع التقرير إلى الملك سنويا عن حالة حقوق الإنسان وكذا حول حصيلة وأفاق عمل

تشدد مبادئ باريس على شرطين لاستقلالية الهيئات الوطنية لحقوق الإنسان، أحدهما أن تتوفر الهيئة على بنية تحتية ملائمة لحسن سير أنشطتها وخاصة الاعتمادات المالية الكافية وذلك لضمان استقلاليتها تجاه الدولة، وأن لا تكون خاضعة لإمراقبة مالية تحترم استقلاليتها»، وثاني هذه الشروط أنه ولأجل «استقرار فترة ولاية أعضاء الهيئة والتي بدونها لن تكون لها استقلالية حقيقية فإن تعيينهم يتم بواسطة عقد رسمي يوضح لفترة محددة مدة الولاية» الظهير الجديد يحرض على توفير هذه الشروط للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، فهو ينص على أن «الرئيس والأعضاء يتمتعون بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية»، كما يشدد على تمتع المجلس «بالأهلية القانونية والاستقلال المالي».

تظهر الأهلية القانونية للمجلس، حسب الظهير، في الاختصاصات المحددة بوضوح، وفي إعطائه صلاحيات التدخل بمبادرة منه. وبعد أن كانت ميزانيته تابعة للبلاد الملكي، ينص الظهير الجديد على أن ترصد له اعتمادات من ميزانية الدولة لتغطية نفقات التسيير والتجهيز. كما يتوفر المجلس على ممثلات جهوية.

استقلالية التعيين بعقد رسمي كما تنص على ذلك مبادئ باريس، تضمنها الظهير الذي يعتبر عمليا وقانونيا في منزلة «عقد التعيين الرسمي»، وهو يحدد مدة الولاية في أربع سنوات قابلة للتجديد وتظهر الاستقلالية أيضا في نظام الاجتماعات، فبالإضافة إلى الاجتماعات التي يعقدها بأمر ملكي من أجل بحث قضية يعرضها جلالته على المجلس من أجل المشورة وإبداء الرأي، يضمن

محمد الصبار: حقوقي صارم برتبة أمين عام إدريس اليزمي: مستمع جيد ومفاوض هادئ



إدريس اليزمي

دشنت عملها سنة 2004، بلامح طفولية هادئة وقدرة فائقة على التوفيق بين الآراء المتناقضة ساهم اليزمي إعادة فتح صفحات الماضي المرير للمغرب من أجل قراءة متأنية ومنصفة.

سنة 2007 شكلت منعرجا هاما في حياته المهنية، فرصة حقيقية لتجسيد طموحاته وأمانه الكونية، عندما عين على رأس المجلس الاستشاري للمغاربة في الخارج، مهمة توسعت، أول أمس الخميس، في وجه عموم المغاربة وهو يتسلم مقاليد المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

■ إعداد: ياسين قطيب

كل الذين تعاملوا معه يجمعون على قدرته الكبيرة على الإنصات للآخرين، ميزة سخرها إدريس اليزمي، الذي عينه جلالة الملك رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، في الدفاع عن قناعاته التي جمع فيها بين هاجسين كبيرين في حياة الشعوب: حقوق الإنسان والهجرة.

مستمع جيد، مفاوض هادئ، صفات اكتسبها اليزمي المولود بفاس سنة 1952 من خلال مساره المهني كصحافي وكمناضل حقوقي خاض معارك كثيرة في سبيل مبادئ أمن بها حد التفرغ.

في فرنسا، انخرط إبان دراسته في العديد من الجمعيات المدافعة عن حقوق الإنسان وخاصة مايتعلق منها بالمهاجرين، مسار توجه بمنصب الكاتب العام للفيدرالية الدولية لعصب حقوق الإنسان ورئاسة المؤسسة الأوروبية متوسطة من أجل المدافعين عن حقوق الإنسان وعضوية المجلس الإداري ومجلس التوجيه للجمع الوطني لتاريخ الهجرة بفرنسا.

حصل إدريس اليزمي على دبلوم من مركز تكوين واستكمال تكوين الصحافيين بباريس، عضو المجلس الإداري لمؤسسة الثقافات الثلاث.

هو أيضا المندوب العام لـ «جنيريك» وهي جمعية متخصصة في تاريخ الأجنبي والهجرة في فرنسا، ورئيس تحرير مجلة «ميراج»، نائب سابق لرئيس الرابطة الفرنسية لحقوق الإنسان، وعضو سابق للجنة التنفيذية للشبكة الأوروبية متوسطة لحقوق الإنسان.

خبرة طويلة جعلت الرجل يحظى بمكانة مهمة في عملية المصالحة الوطنية سواء على مستوى المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، أو داخل هيئة الإنصاف والمصالحة، الذي



محمد الصبار

بحقوق الإنسان ثم المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف، ومن أبرز القضايا التي دافع عنها وهو محامي ملف التامك ومن معه. الصبار الذي جدد بعيد تعيينه التزامه بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وترسيخ جذور قيم التسامح وحقوق الإنسان، لا بد وأنه سيعود إلى عادة التحليق وهو في منصبه الجديد. فالنسبة له الانتقال بالمجلس الوطني لحقوق الإنسان من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني وفق المعايير الدولية، «خطوة ستشكل لا محالة فقرة نوعية خاصة إذا ما تم دمجها ضمن استراتيجية للإصلاح الشامل».

طلق الوظيفة العمومية وفر إلى الحمامة، من السياسة حلق إلى العمل الحقوقي، ومع ذلك بقي وفيما لمدينة الرباط التي شهدت مسقط رأسه في أحد أيام سنة 1955، درس وعمل وسجن بها، إنه محمد الصبار الذي عينه جلالة الملك أول أمس الخميس أميناً عاماً للمجلس الوطني لحقوق الإنسان.

لم يستسلم لروتين مهنة التعليم التي كانت أول مهنة يزاولها، واختار استكشاف فضاءات أوسع، لانسيل أمامه ليلوغ هذا الهدف سوى استكمال دراسته.

كمرشح حز حصل الصبار على شهادة البكالوريا سنة 1979، قبل أن يقدم استقالته كعالم لتكوين الوجهة هذه المرة كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط، حيث حصل على الإجازة في علم الاجتماع.

وبمعه حذر استقراره بالمقام، بعد حصوله على هذه الشهادة، في معهد «الإمام الغزالي» بالرباط سيعمل كمديرا، موازاة مع ذلك التحق بكلية الحقوق بالرباط، ليحصل على إجازة ثانية هذه المرة في القانون العام.

في الجامعة دخل الصبار العمل السياسي من خلال الاتحاد الوطني لطلبة المغرب، ثم مناضلا في الشبيبة الاتحادية مناضلا في الشبيبة الاتحادية، نشاطه السياسي كلفه سنة 1984 سنة أشهر من الحبس قضاها في سجن لعلو بالرباط، وبعد خروجه غير وجهته السياسية وحط بحزب الطليعة الاشتراكي الذي كان كاتباً إقليمياً بالعاصمة.

استبدل فصول المدارس بفصول القانون بالمحاكم، والعمل الحزبي بالنضال الحقوقي، فكان عضوا في الجمعية المغربية

مبادئ باريس التي يخضع لها المجلس الوطني

يتعلق الأمر بالتوصيات المصادق عليها من طرف لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في مارس 1992 (قرار 1992/54) والجمعية العامة (قرار 20 دجنبر 1993) والتي تحدد الشروط الواجب توفرها في المؤسسات الوطنية لحماية حقوق الإنسان. النقص في هذه المبادئ كان يشكل نقطة ضعف المجلس الاستشاري ومثار الانتقادات الموجهة إليه. وهي ما تحاول الصيغة الجديدة للمجلس الوطني التجاوب معه. مبادئ باريس بالنسبة للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان، التي يتضمنها المجلس الوطني الجديد، تنص على الشروط التالية :

- 1- أن تكون هيئة وطنية مخولة بصلاحيات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها كصلاحيات موسعة قدر الإمكان ومنصوص عليها بشكل واضح في نص دستوري أو قانوني يحدد تشكيلتها ومجال اختصاصها.
- 2- قيامها كهيئة وطنية، بصفة استشارية، بمد الحكومة والبرلمان وكل الأجهزة الأخرى المختصة، سواء من خلال ممارسة مهامها بشكل مستقل أو بطلب من السلطات المعنية، بأراء وتوصيات ومقترحات وتقارير تتعلق بكل القضايا المرتبطة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، ويمكن للهيئة الوطنية أن تقرر في نشرها.
- 3- تتكلف بمهمة التطوير والحرص على الملاءمة بالنسبة للتشريع والقوانين والممارسات الوطنية مع الآليات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي انخرطت فيها الدولة، وكذا السهر على تنفيذها الفعلي، علاوة على التحفيز على المصادقة على هذه الآليات أو الانضمام إلى هذه النصوص والتأكد من تطبيقها، والمساهمة في إعداد التقارير التي يتعين على الدول تقديمها إلى أجهزة ولجن الأمم المتحدة وكذا إلى المؤسسات الإقليمية تطبيقاً للالتزامات والقيام عند الاقتضاء بإبداء الرأي في هذا الصدد في إطار احترام استقلاليتها.
- 4- تتولى الهيئة مهام التعاون مع منظمة الأمم المتحدة وكل هيئة أخرى تابعة لهذه المنظمة وكذا مع الهيئات الإقليمية والوطنية لبلدان أخرى مختصة في مجالات
- 5- ضرورة أن تتم تشكيلة الهيئة الوطنية وتعيين أعضائها، سواء أكان ذلك بواسطة الانتخاب أم لا، وفق مسطرة تشمل كل الضمانات الضرورية لإقرار تمثيلية تعددية للقوى الاجتماعية (من المجتمع المدني) المعنية بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وخاصة من خلال صلاحيات تمكن من إرساء تعاون فعلي، سواء بالحضور أو من خلال نواب، مع منظمات غير حكومية ونقابات ومنظمات سوسيو مهنية ورجال القانون والأطباء والصحافيين وشخصيات ذات كفاءة علمية، بالإضافة إلى تيارات فكرية وفلسفية ودينية وجامعيين وخبراء مؤهلين والبرلمان والإدارات.
- 6- من الضروري أن تتوفر الهيئة الوطنية على نية تحتية ملائمة لحسن سير أنشطتها وخاصة الاعتمادات المالية الكافية. ويكون الهدف من هذه الاعتمادات بالخصوص تمكينها من عاملين ومقرات خاصة لضمان استقلاليتها تجاه الدولة، وأن لا تكون خاضعة لإمراقبة مالية تحترم استقلاليتها.
- 7- ومن أجل استقرار فترة ولاية أعضاء الهيئة والتي بدونها لن تكون لها استقلالية حقيقية فإن تعيينهم يتم بواسطة عقد رسمي يوضح لفترة محددة مدة الولاية، ويمكن أن تكون قابلة للتجديد بشرط أن يحرص على ضمان تعددية تشكيلتها.
- 8- يتعين على الهيئة النظر بكل حرية في مختلف القضايا الواردة ضمن اختصاصاتها، سواء عرضت من قبل الحكومة أو أحيلت عليها والاستماع إلى كل شخص والحصول على كل المعلومات والوثائق الضرورية لتقدير الحالات المدرجة ضمن اختصاصاتها والتوجه مباشرة إلى الرأي العام أو بواسطة أي وسيلة إعلام على الخصوص من أجل نشر آرائها وتوصياتها وعقد اجتماعات على أساس منتظم وإحداث مجموعات عمل جهوية لمساعدتها على الاضطلاع بمهامها.
- 9- تقوم الهيئة بإجراء مشاورات مع المنظمات القضائية الأخرى أو غيرها المعنية بحماية والنهوض بحقوق الإنسان على الخصوص مؤسسات الوسيط (الأومبودسمان) والمؤسسات المماثلة وذلك أخذاً بعين الاعتبار للدور الأساسي الذي تلعبه المنظمات غير الحكومية في تعزيز عمل المؤسسات الوطنية وتطوير العلاقات مع هذه المنظمات التي تركز عملها لحماية حقوق الإنسان والتنمية الاقتصادية والاجتماعية ومكافحة العنصرية وحماية الفئات الهشة.

توصيات إنصاف ومصالحة عالقة تنتظر تنفيذ المجلس الوطني

الإدارية المكلفة بحفظ النظام أو تلك التي لها سلطة استعمال القوة العمومية. ■ تقوية استقلال القضاء، التي تتطلب فضلا عن التوصيات ذات الطابع الدستوري، مراجعة النظام الأساسي للمجلس الأعلى للقضاء بواسطة قانون تنظيمي تراجع تشكيلته ووظيفته بما يضمن تمثيلية أطراف غير قضائية داخله، مع الإقرار باستقلاله الذاتي بشريا وماليا وتمكينه من سلطات واسعة في مجال تنظيم المهنة ووضع ضوابطها وأخلاقياتها، وتقييم عمل القضاة وتأديبهم وتخويله إعداد تقرير سنوي عن سير العدالة. ■ تفعيل التوصيات الخاصة بالكشف عن الحقيقة بالنسبة للحالات التي لم يتم استجلاؤها.

الإنسانية، والتعذيب وغيره من ضروب المعاملة القاسية أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المخلة بالكرامة أو المهينة، وكذا منع كل أشكال التمييز المحرمة دوليا وكل دعوة أو تحريض على العنصرية والكرهية والعنف. ■ إقرار وتطبيق استراتيجية وطنية لمناهضة الإفلات من العقاب ووضع وتطبيق سياسات عمومية في قطاعات العدالة والأمن وحفظ النظام والتربية والتكوين المستمر بمشاركة فاعلة للمجتمع برمته. ■ تأهيل وتوضيح ونشر الإطار القانوني والنصوص التنظيمية المتعلقة بصلاحيات وتنظيم مسلسل اتخاذ القرار الأمني وطرق التدخل أثناء العمليات وأنظمة المراقبة وتقييم عمل الأجهزة الاستخباراتية والسلطات

لكل تدخل من طرف السلطة التنفيذية في تنظيم وسير السلطة القضائية. ■ التنصيص الدستوري الصريح بفحوى الحريات والحقوق الأساسية التي يتضمنها، مثل حريات التنقل والتعبير والتظاهر والتنظيم النقابي والسياسي والتجمع والإضراب، وسرية المراسلات وحرمة المسكن واحترام الحياة الخاصة. ■ تقوية المراقبة الدستورية للقوانين والمراسيم التنظيمية المستقلة الصادرة عن الجهاز التنفيذي، مع التنصيص دستوريا على الحق في الدفع استثناء بلا دستورية قانون من القوانين، مع الإحالة على المجلس الدستوري للفصل فيه. ■ تحريم الاختفاء القسري والاعتقال التعسفي والإبادة والجرائم الأخرى ضد

سيكون على عاتق المجلس الوطني لحقوق الإنسان تدبير تركة توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي ما زالت لم تجد طريقها إلى التنفيذ، فالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وإن قام بمبادرات في مجال جبر الضرر الفردي والجماعي لضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، فهناك توصيات تهم قضايا جوهرية في مجال حقوق الإنسان ما زالت لم تجد طريقها إلى التنفيذ وهي: ■ دعم التأصيل الدستوري لحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها دوليا وذلك عبر ترسيخ مبادئ سمو القانون الدولي على القانون الوطني وقرينة البراءة والحق في محاكمة عادلة. ■ تعزيز مبدأ فصل السلط ومنع الدستور

الصبار: مهمة المجلس الوطني لحقوق الإنسان صعبة لكنها غير مستحيلة

وحصل اليزمي على دبلوم من مركز تكوين واستكمال تكوين الصحفيين بباريس، وهو مدير لجمعية جنيريك المتخصصة في تاريخ الأجناب والهجرة في فرنسا ورئيس تحرير مجلة (ميغرانس) وناظر رئيس الرابطة الفرنسية لحقوق الإنسان وكاتب عام للفدرالية الدولية لعصب حقوق الإنسان، كما أنه عضو سابق في اللجنة التنفيذية للشبكة الأوروبية لمؤسسات حقوق الإنسان.

وساعد اليزمي في إخراج فيلم فرنسا أرض الإسلام سنة 1984، كما عمل مفاوضا عاما لمعرض فرنسا الأجناب فرنسا الحريات (1989)، ومعرض في مرآة الأخر الهجرة بفرنسا والمنايا، فضلا عن ذلك شارك في تحرير وتنسيق العديد من الإصدارات من بينها من أجل حقوق الإنسان سنة 1989، (باللغتين الفرنسية والإنجليزية - سيروس - آرتيس، باريس 1989)، والأجناب في فرنسا دليل مضاد الإرشيفات العمومية والخاصة (القرنان 19 و20)، وباريس العربية (لابيكوفيرت-2003).

وأنجز اليزمي رفقة ريمي شوارتز تقريرا من أجل إحداه مركز وطني لتاريخ الهجرة وثقافتها جرى تسليمه في نونبر 2001 لليونيل جوسيان.

ولليزمي العديد من المقالات المنشورة في الصحافة الفرنسية.

نبذة عن محمد الصبار الأمين العام للمجلس

مراكش (و م ع) - ولد محمد الصبار، الذي عينه صاحب الجلالة الملك محمد السادس، أمينا عاما للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، سنة 1955، بمدينة الرباط.

ويعد استكمال دراسته الابتدائية والثانوية، التحق الصبار بوزارة التربية الوطنية معلما بإحدى المدارس الابتدائية بالرباط.

وفي سنة 1979، حصل الصبار على شهادة البكالوريا كمرشح حر، قبل أن يقدم استقالته من الوظيفة العمومية ليلتحق بكلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط، حيث حصل على الإجازة في علم الاجتماع.

ويعد حصوله على هذه الشهادة، التحق بمعهد الإمام الغزالي للتعليم الحر ليعمل كمدير لهذه المؤسسة، وموازية مع ذلك، التحق الصبار بكلية الحقوق بالرباط، حيث حصل على الإجازة في القانون العام.

ومنذ 1993 يزاول الصبار مهنة المحاماة بالرباط.

وعلى المستوى السياسي يعد محمد الصبار أحد قدامى الشبيبة الاتحادية، كما ناضل في صفوف الاتحاد الوطني لطلبة المغرب.

والصبار عضو سابق باللجنة المركزية لحزب الطليعة الديمقراطي الاشتراكي والكتابة الإقليمية للحزب بالرباط.

كما سبق للصبار أن ناضل في صفوف الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، والمنندى المغربي للحقيقة والإنصاف، الذي هو عضو بمجلسه الوطني حاليا.

«المغربية» (و م ع) - قال محمد الصبار، الذي عينه صاحب الجلالة الملك محمد السادس، أول أمين عام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن مهمة المجلس صعبة لكنها غير مستحيلة إذا حدث تفاعل بين كافة الفاعلين المجتمعيين، بما في ذلك الحكومة والقطاعات ذات الصلة والشركاء في الحركة الحقوقية.

وأوضح الصبار، في حوار أجرته معه القناة الثانية خلال نشرتها ظهر أمس الجمعة، أنه إذا كانت مختلف الإيرادات في البلاد تلتقي حول إرساء دولة قيم حقوق الإنسان وإرساء دولة المواطنة ومغرب دون انتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان، سنحقق المبتغى، مغربا عن أمه في أن تشكل هذه الخطوة مرحلة جديدة يجب أن تندمج في مسلسل الإصلاح الشامل ببلادنا.

وردا على سؤال حول انفتاح المجلس على مختلف الحساسيات الحقوقية، قال الصبار إنه من بين مهامنا أن نساهم في تركيبة منسجمة ومتجددة ومتنوعة، تراعي مختلف المجالات، التي تشملها منظومة حقوق الإنسان ومختلف أجيال حقوق الإنسان.

وأبرز أن الضيغة الوطنية للمجلس تتجلى أساسا في اعتماد مجالس جهوية ستختص تقريبا بالمهام نفسها والصلاحيات الموكلة للمجلس الوطني، بما يكرس سياسة القرب في التعاطي مع حقوق الإنسان على مستوى حمايتها والنهوض بها.

وأضاف أن المجلس يتمتع، بموجب الظهير المحدث له، بصلاحيات التدخل، بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان، إلى جانب مهام الملاءمة والمراقبة، التي تضطلع بها المؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان.

وهناك أيضا، يضيف الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، إمكانية تلقي الشكايات وإجراء التحريات بشأنها، بما في ذلك الاستماع للشهود، مع احترام اختصاصات السلطات العمومية، وفي مقدمتها السلطة القضائية.

وأوضح أن المجلس سيوظف الآليات المعتمدة في العمل الحقوقي والمؤسسات الدولية، من خلال لجان متخصصة، وخبراء متخصصين.

وفي ما يخص ضمان استقلالية المجلس، أكد الصبار أنها تعززت، مشيرا إلى أنه بموجب الظهير المحدث له، يتمتع الرئيس والأعضاء بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية. وكان صاحب الجلالة الملك محمد السادس، استقبل، أول أمس الخميس، بالقصر الملكي بمراكش، إدريس اليزمي، وعينه رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، ومحمد الصبار، وعينه جلالته أمينا عاما للمجلس. في ما يلي نبذة عن حياة إدريس اليزمي ومحمد الصبار:

نبذة عن إدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان

مراكش (و م ع) - ولد إدريس اليزمي، الذي عينه صاحب الجلالة الملك محمد السادس، رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بمدينة فاس، عام 1952.

مهمته المشورة والمراقبة والتحذير الاستباقي المهمة الكاملة للمجالس الوطنية لحقوق الإنسان الذي عوض المجلس الاستشاري

وبالقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تقدم بها هيئات المعاهدات والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان.

ويساهم المجلس في إعداد التقارير الوطنية المقدمة لهيئات المعاهدات ويشجع الحكومة على مواصلة تطبيق ملاحظاتها النهائية وتوصياتها. وفي سياق تعزيز الديمقراطية، يساهم المجلس في مراقبة العمليات الانتخابية.

وفي أفق إنهاء النقاشات بشأن قضايا حقوق الإنسان والديمقراطية، يضطلع المجلس بدور الرابط بين الجمعيات الوطنية، والمنظمات الدولية غير الحكومية بالإضافة إلى الهيئات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة، وينظم ملتقيات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان يتم خلالها تسليم "الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان".

وحرص الظهير على أن تجمع تشكيلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بين التعددية والكفاءة والخبرة وتمثيلية المرأة والتنشيلية الجهوية.

هكذا فبالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالتهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدثة، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا يعينون لولاية مدتها أربع سنوات قابلة للتجديد.

ويتم اختيار الأعضاء بعد التشاور من بين الشخصيات التي تمثل القوى الحية للمجتمع (جمعيات ونقابات وبرلمان ووجوه فكرية ومن أعضاء سلك القضاء وأساتذة التعليم العالي وخبراء مغاربة لدى الأمم المتحدة) وتعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديها خبرة وتجربة في هذا المجال.

ويستوزع الأعضاء على خمسة أصناف، ثمانية أعضاء، يعينهم صاحب الجلالة من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والتهوض بها.

واحد عشر عضوا يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال.

إضافة إلى ثمانية أعضاء، يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان.

"قبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان.

أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب.

أما الصنف الرابع فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضوا واحدا تقترحه الوادعية الحسنية للقضاة.

ومن أجل مزاولة مهامهم، فإن الرئيس والأعضاء يتمتعون بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية. وهم ملزمون بالتحفظ وكتمان السر.

وفي ما يتعلق بعمل المجلس، فإنه يتم تحت مسؤولية رئيس وأمين عام يتم تعيينهما بظهير، وإلى جانبهما بنحوص مكتب تنفيذي، مكون من رؤساء مجموعات العمل والمقررين بالمهام الموكولة إليه من قبل المجلس.

ويتمتع المجلس بالأهلية القانونية والاستقلال المالي، ويهذه الصفة ترصد له اعتمادات من ميزانية الدولة لتغطية نفقات التنسيب والتجهيز. ويتوفر المجلس على ممثلين جهوية تعمل بالتعاون مع الجمعيات



ادريس اليزمي

حرص الظهير المحدث بموجبه المجلس الوطني لحقوق الإنسان كآلية وطنية للتهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها، على تعزيز استقلالية هذه المؤسسة مع تشكيلة تعددية وعقلانية واختصاصات واسعة علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال ولا سيما مبادئ باريس.

وهكذا سيكون من اختصاصات هذه المؤسسة المشورة، والمراقبة، والتحذير الاستباقي، وتقييم وضعية حقوق الإنسان بالإضافة إلى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني وإعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعانية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك.

وفي هذا الإطار بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى الأيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستنطاق، عند الاقتضاء، لكل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار.

كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه الية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كغفلة بالتسيب في انتهاكات لحقوق الإنسان وأخذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات.

ومن بين مهام المجلس بوصفه مؤسسة وطنية، إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء.

كما يناط بالمجلس دراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان

حيث الصلاحيات والاختصاصات كهيئة وطنية مخولة بصلاحيات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها كصلاحيات موسعة قدر الامكان ومنصوص عليها بشكل واضح في نص دستوري أو قانوني يحدد تشكيلتها ومجال اختصاصها.

وكذا قيامها كهيئة وطنية، بصفة استشارية، بمد الحكومة والبرلمان وكل الأجهزة الأخرى المختصة سواء، من خلال ممارسة مهامها بشكل مستقل أو بطلب من السلطات المعنية، بأراء وتوصيات ومقترحات وتقرير تتعلق بكل القضايا المرتبطة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، ويمكن للهيئة الوطنية أن تقرر في نشرها.

كما تتكلف بمهمة التطوير والحرص على الملازمة بالنسبة للتشريع والقوانين والممارسات الوطنية مع الآليات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي انخرطت فيها الدولة، وكذا السهر على تنفيذها الفعلي علاوة على التحفيز على المصادقة على هذه الآليات أو الانضمام إلى هذه النصوص والتأكد من تطبيقها، والمساهمة في إعداد التقارير التي يتعين على الدول تقديمها إلى أجهزة ولجن الأمم المتحدة وكذا للمؤسسات الإقليمية تطبيقاً لالتزاماتها والقيام عند الاقتضاء بإبداء الرأي في هذا الصدد في إطار احترام استقلاليتها.

ودائماً حسب "مبادئ باريس" تتولى الهيئة أيضاً مهام التعاون مع منظمة الأمم المتحدة وكل هيئة أخرى تابعة لهذه المنظمة وكذا مع الهيئات الإقليمية والوطنية للبلدان أخرى مختصة في مجالات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، والمشاركة في إعداد البرامج المتعلقة بالتعليم والبحث حول حقوق الإنسان والمساهمة في تطبيقها في الأوساط المدرسية والجامعية والمهنية والتدريب بحقوق الإنسان ومكافحة كل أشكال التمييز وخصوصاً التمييز العنصري وذلك من خلال توعية الرأي العام وخاصة عن طريق الإعلام والتعليم وإشراك كل وسائل الإعلام.

ويخصوص التشكيلة وضمانات الاستقلالية والتعددية تقضي "مبادئ باريس" على ضرورة أن تتم تشكيلة الهيئة الوطنية وتعيين أعضائها، سواء أكان ذلك بواسطة الانتخاب أم لا، وفق مسطرة تشمل كل الضمانات الضرورية لإقرار تمثيلية تعددية للقوى الاجتماعية (من المجتمع المدني) المعنية بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها وخاصة من خلال صلاحيات تمكن من إرساء تعاون فعلي سواء بالحضور أو من خلال نواب مع منظمات غير حكومية

والتقابات ومنظمات سوسيو مهنية ورجال القانون والأطباء والصحافيين وشخصيات ذات كفاءة علمية بالإضافة إلى تيارات فكرية وفلسفية ودينية وجامعيين وخبراء مؤهلين والبرلمان والإدارات.

ومن الضروري، حسب مبادئ باريس، أن تتوفر الهيئة الوطنية على بنية تحتية ملائمة لحسن سير أنشطتها وخاصة الاعتمادات المالية الكافية. ويكون الهدف من هذه الاعتمادات بالخصوص تكينتها من عاملين ومقرات خاصة لضمان استقلاليتها تجاه الدولة وأن لا تكون خاضعة إلا لمراقبة مالية تحترم استقلاليتها.

ومن أجل استقرار فترة ولاية أعضاء الهيئة والتي بدونها لن تكون لها استقلالية حقيقية فإن تعيينهم يتم بواسطة عقد رسمي يوضح لفترة محددة مدة الولاية، ويمكن أن تكون قابلة للتجديد بشرط أن يحرص على ضمان تعددية تشكيلتها.

وفي ما يخص معايير اشتغالها يتعين على الهيئة النظر بكل حرية في مختلف القضايا الواردة ضمن اختصاصاتها، سواء عرضت من قبل الحكومة أو أحييت عليها والاستماع لكل شخص والحصول على كل المعلومات والوثائق الضرورية لتقدير الحالات المدرجة ضمن اختصاصاتها والتوجه مباشرة إلى الرأي العام أو بواسطة أي وسيلة إعلام على الخصوص من أجل نشر آرائها وتوصياتها وعقد اجتماعات على أساس منظم وإحداث مجموعات عمل جهوية لمساعدتها على الاضطلاع بمهامها.

كما تقوم الهيئة بإجراء مشاورات مع المنظمات القضائية الأخرى أو غيرها المعنية بحماية والنهوض بحقوق الإنسان على الخصوص مؤسسات الوسيط (الأومبودسمان) والمؤسسات المائلة وذلك أخذاً بعين الاعتبار للدور الأساسي الذي تلعبه المنظمات غير الحكومية في تعزيز عمل المؤسسات الوطنية وتطوير العلاقات مع هذه المنظمات التي تتركس عملها لحماية حقوق الإنسان وللتنمية الاقتصادية والاجتماعية ومكافحة العنصرية وحماية الفئات الهشة.

المحلية النشيطة ، وتكلف ومتابعة ومراقبة ومعالجة الشكاوى المتعلقة بخروقات حقوق الإنسان.

أما بالنسبة لاجتماعات المجلس فهناك أربعة أنواع، تعقد الأولى بأمر من جلالة الملك من أجل بحث قضية يعرضها جلالاته على المجلس من أجل المشورة وإبداء الرأي، فيما تعقد الدورات العادية أربع مرات في السنة على الأكثر.

ثم هناك الاجتماعات التي تعقد بمبادرة من ثلثي أعضاء المجلس على الأقل، وأخيراً الاجتماعات التي تعقد من أجل قضايا مستعجلة بمبادرة من رئيس المجلس.

ويحدد القانون الداخلي الشروط الخاصة بسير وممارسة الاختصاصات وكذا انعقاد الاجتماعات ومددات المجلس.

ويرفع رئيس المجلس إلى جلالة الملك تقريراً سنوياً حول حالة حقوق الإنسان وكذا حول حصيلة وأفاق عمل المجلس. وينشر هذا التقرير بالجريدة الرسمية.

ويخبر رئيس المجلس الرأي العام، والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى هذا التقرير. ويقدم أمام غرفتي البرلمان كل على حدة، خلال جلسة عامة، عرضاً موجزاً حول مضمون التقرير ، وذلك بعد إخطار رئيسي الغرفتين بذلك.

ويتم نشر وإذاعة تقارير وآراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة جلالة الملك علماً بها.

وهكذا فإن التجديدات التي جاء بها الظهير بالإضافة إلى تغيير التسمية (المجلس الوطني عوض المجلس الاستشاري) تهم تعزيز الملازمة مع مبادئ باريس والممارسة الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان وإدماج وتطوير وتعزيز المكتسبات منذ الإحداث (20 سنة) وإعادة التنظيم (10 سنوات)، وكذلك إدماج الإشغالات الجديدة في مجال حقوق الإنسان (الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية...).

وتهم هذه التجديدات أيضاً تغطية مجال واسع لحقوق الإنسان (حقوق فئوية، حقوق موضوعاتية) وكذلك تعزيز اختصاصات المجلس في مجال مراقبة حقوق الإنسان لا سيما في ما يخص حماية هذه الحقوق وتعزيز الإحالة الذاتية وتلقي ومعالجة الشكاوى وزيارة ومراقبة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية والانداز الاستباقي والتدخل في حالة الاستعجال والوساطة والمصالحة

وبالنسبة للنهوض بحقوق الإنسان فقد تضمن الظهير توسيع الاختصاصات في مجال التناسق، وتتبع تطبيق المعاهدات (مراقبة ومتابعة الملاحظات النهائية وتوصيات أجهزة المعاهدات) ووضع الآليات المطلوبة من الأجهزة الدولية لحقوق الإنسان التي يعد المغرب عضواً فيها.

وبالإضافة إلى دوره كرابط بين الدولة بمؤسساتها والمجتمع المدني الوطني والدولي عرف المجلس تعزيز تلاقح أنشطته مع النظام الدولي لحقوق الإنسان ومساهمة في دعم قدرات السلطات العمومية والجمعيات في مجال حقوق الإنسان.

وكذا مساهمته في النقاش حول حقوق الإنسان والبناء الديمقراطي مع تشجيع الخلق والابتكار في مجال حقوق الإنسان عن طريق تنظيم الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان، وكذا مراقبة الانتخابات.

وبخصوص تشكيلة المجلس فإن أعضائه بالإضافة إلى استجابتهم للمعايير المحددة من طرف الظهير هم شخصيات مشهود لها بالحياد والزمانة الأدبية وتمسكها بالصدق بقيم ومبادئ، حقوق الإنسان وإسهامها الجدير بالتقدير في مجال حماية هذه الحقوق والنهوض بها وكفائتها الفكرية وخبرتها مع تمثيلية القوى الحية للمجتمع العاملة في مختلف مجالات حقوق الإنسان.

وبالنسبة للعلاقة مع الرأي العام فإن الظهير ينص على نشر التقرير السنوي المرفوع إلى جلالة الملك بالجريدة الرسمية، وكذا ضرورة قيام رئيس المجلس بإخبار الرأي العام والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى التقرير إضافة إلى تقديمه لهذا التقرير أمام كل غرفة من غرفتي البرلمان ، في جلسة عامة، وذلك بعد إخطار رئيسيها بذلك.

وينص من ذلك حرص المشرع على ضمان تناسق أكبر مع "مبادئ باريس" ويتعلق الأمر بالتوصيات المصادق عليها من طرف لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في مارس 1992 (قرار 1992/54) والجمعية العامة (قرار 20 دجنبر 1993) والتي يمكن تلخيصها من

S.M. le Roi Mohammed VI nomme Driss El Yazami et Mohamed Sebbar président et secrétaire général du CNDH

Indépendance consolidée, pluralisme renforcé et compétences élargies

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a reçu jeudi, au Palais Royal de Marrakech, Driss El Yazami que le Souverain a nommé président du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et Mohammed Sebbar que Sa Majesté a nommé secrétaire général de ce Conseil.

Un communiqué du Cabinet Royal a indiqué que ces nominations interviennent suite à la promulgation du nouveau dahir érigeant le Conseil – jusqu'ici institution consultative – en Conseil National des Droits de l'Homme, conformément, aux standards internationaux en la matière. Le CNDH se distingue notamment par les mécanismes régionaux de défense et de protection des Droits de l'Homme, qu'il adopte tant dans son organisation que dans l'exercice de ses compétences.

A cet égard, S.M. le Roi a souligné l'extrême importance que revêtent ces mécanismes régionaux en tant que dispositifs de proximité dédiés à la protection et à la promotion des droits des citoyens dans toutes les régions du Royaume, ainsi que le rôle fondamental qu'ils auront à jouer pour permettre au nouveau Conseil d'assumer pleinement ses missions.

Le nouveau dahir vise, par ailleurs, à consolider l'autonomie du Conseil et à élargir ses prérogatives dans les domaines de la protection et de la promotion des Droits de l'Homme dans leur globalité. Il tend aussi à renforcer son pluralisme, tout en adoptant, pour le choix des membres du CNDH, les principes de l'expertise et de la spécialisation dans les domaines ayant trait aux Droits de l'Homme.

Après avoir rendu hommage aux efforts sincères que les anciens président et secrétaire général du Conseil, ainsi que l'ensemble de ses composantes, avaient déployés avec dévouement et abnégation tout au long de leurs mandats, dans l'accomplissement des missions assignées au Conseil, Sa Majesté le Roi a salué le parcours militant, notoirement connu, tant au plan national qu'international, des nouveaux président et secrétaire général, ainsi que leur ferme engagement en faveur des Droits de l'Homme, de la citoyenneté agissante et des justes causes de la nation.

Sa Majesté le Roi a également invité Driss El Yazami et Mohamed Sebbar à prendre les mesures nécessaires pour l'installation du Conseil dans sa nouvelle composition afin de lui permettre de mener à bien les missions qui lui sont assignées aux niveaux national et régional.

Le CNDH concrétisera ainsi la volonté royale de continuer à consolider les acquis que le Maroc a réalisés en vue de raffermir l'Etat de droit et le progrès démocratique, et de conforter la position pionnière du Royaume au niveau régional, ainsi que le rôle qui est le sien dans ce domaine à l'échelle internationale.

Le Dahir portant création du Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH), en tant que mécanisme national de promotion et de protection des droits de l'Homme et des libertés, a veillé à l'indépendance de cette institution, avec une composition pluraliste et rationalisée, à l'élargissement de ses compétences, et au renforcement de son efficacité en cohérence avec les standards internationaux dans ce domaine et notamment des « principes de Paris ».

Cette institution aura ainsi pour missions « la consultation, la surveillance, l'alerte précoce et l'évaluation de la situation des droits de l'Homme ainsi que la réflexion et l'enrichissement des débats sur les questions des droits de l'Homme à travers l'ensemble du territoire national et l'élaboration d'un rapport annuel et des rapports spéciaux ou thématiques soumis à la Haute Attention de Sa Majesté le Roi ».

Dans ce cadre, le Conseil pourra à son initiative ou sur la base de requêtes, diligenter des enquêtes et examiner les situations d'atteinte ou d'allégations de violations de droits de l'Homme et convoquer, le cas échéant, toute personne susceptible de témoigner à cet effet.

Le conseil pourra également intervenir en tant que mécanisme d'alerte précoce dans toute situation de tension susceptible d'entraîner des violations des droits de l'Homme et entreprend toute action de médiation ou de conciliation susceptible de prévenir les dites violations.

Il aura pour mandat, en tant qu'institution nationale, la possibilité de visiter les lieux de détention et les établissements pénitentiaires et de contrôler les conditions des prisonniers.

Le Conseil est également chargé d'étudier l'harmonisation des

textes législatifs et réglementaires en vigueur avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'Homme et au droit international humanitaire à la lumière des observations et recommandations émises par les organes des traités et de participer à la mise en œuvre des mécanismes prévus par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme.

Il contribue à l'élaboration des rapports nationaux présentés aux organes de traités et encourage le gouvernement à poursuivre l'application de leurs observations finales et de leurs recommandations. Dans le cadre du renforcement de la démocratie, le conseil contribue à l'observation des opérations électorales.

En vue d'enrichir les débats sur les questions de droits de l'homme et de la démocratie, le conseil assure le relais entre les associations nationales, les organisations internationales non gouvernementales ainsi qu'avec les organes de l'Organisation des Nations Unies et organise des forums nationaux, régionaux et internationaux des droits de l'Homme à l'occasion desquels est décerné le « prix national des droits de l'Homme ».

Le texte a veillé à ce que la composition du conseil allie ainsi entre le pluralisme, la compétence et l'expertise, la représentativité de la femme et la représentativité régionale.

Aussi, outre le président, le secrétaire général, le responsable de l'institution chargée de la promotion de la communication entre le citoyen et l'Administration et les présidents des commissions régionales en place, le CNDH comprend 30 membres nommés pour un mandat de 4 ans renouvelable.

Les membres sont choisis après consultation parmi les personnalités représentant les forces vives de la société (associations, des syndicats, du parlement, des figures de la pensée, du corps de la magistrature, des professeurs de l'enseignement supérieur et des experts marocains auprès de l'ONU) et agissant dans les domaines des droits de l'Homme, et justifiant d'une expertise et d'expérience en la matière.

Les membres sont répartis en 05 catégories, à savoir 08 membres choisis par Sa Majesté le Roi parmi les personnalités reconnues pour leur grande expertise et leur apport méritoire, à l'échelle nationale et internationale, en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme, 11 membres proposés par les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'Homme et reconnues pour leur travail sérieux en la matière, 08 membres dont la candidature est portée par les présidents des deux chambres du Parlement (selon les modalités fixées par le texte), deux membres proposés par les instances institutionnelles religieuses supérieures et un membre proposé par l'Amicale Hassania des magistrats.

Ainsi, pour le Président de la Chambre des Représentants, deux membres sont choisis parmi les parlementaires après consultation des groupes parlementaires et deux membres sont choisis parmi les experts marocains exerçant au sein des instances internationales concernées par les droits de l'Homme.

En ce qui concerne le Président de la Chambre des conseillers, quatre membres sont proposés par le ou les organismes respectivement représentatifs des professeurs universitaires et des journalistes professionnels, l'Ordre national des médecins et l'Association des barreaux du Maroc. Dans l'exercice de leurs fonctions, le président et les membres jouissent de protections leur garantissant l'exercice indépendant de leurs missions. Ils sont tenus d'une obligation de réserve et de confidentialité.

Les travaux du conseil sont placés sous la responsabilité d'un président et d'un secrétaire général nommés par Dahir. A leur cotés un bureau exécutif composé des présidents de groupes de travail et des rapporteurs assure les missions qui lui sont dévolues par le conseil.

Le conseil jouit de la capacité juridique et l'autonomie financière. A ce titre, des crédits sont inscrits au budget de l'Etat pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et d'équipement.

Le Conseil dispose de représentations régionales du Conseil qui travaillent en collaboration avec les associations locales actives et sont chargées, du suivi et du contrôle, du traitement des requêtes relatives aux violations des droits de l'Homme.

Les réunions du Conseil sont de quatre sortes:

- celles tenues sur Ordre de Sa Majesté le Roi en vue d'examiner une question que lui soumet Sa Majesté pour consultation et avis,
- les sessions ordinaires qui se tiennent quatre fois par an au maximum,
- celles tenues à l'initiative des deux tiers au moins des membres du Conseil,
- celles qui se tiennent pour des besoins d'urgence à l'initiative du président du Conseil.

Le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement et l'exercice des attributions ainsi que la tenue des réunions et des délibérations du conseil. Le président du Conseil soumet à Sa Majesté le Roi un rapport annuel sur l'état des droits de l'Homme ainsi que sur le bilan et les perspectives d'action du Conseil.

Ce rapport est publié au Bulletin officiel. Le président du Conseil informe l'opinion publique, les organisations et les instances nationales et internationales concernées par les droits de l'Homme, du contenu dudit rapport.

Le CNDH concrétisera la volonté royale de continuer à consolider les acquis que le Maroc a réalisés en vue de raffermir l'Etat de droit et le progrès démocratique, et de conforter la position pionnière du Royaume au niveau régional

Il présente devant chacune des chambres du Parlement, en séance plénière, un exposé synthétique du contenu dudit rapport, et ce, après en avoir saisi leurs présidents respectifs.

Les rapports, les avis, les recommandations et les propositions du Conseil sont publiés et diffusés à grande échelle, après qu'ils aient été portés à la Haute Connaissance de Sa Majesté le Roi. Ainsi les principales innovations introduites par le dahir, par delà le changement de dénomination (Conseil National au lieu de Conseil consultatif) concernent le renforcement de la conformité avec les principes de Paris et la pratique internationale des Institutions nationales des DH, l'intégration, la capitalisation et la consolidation des acquis depuis la création (20 ans), la réorganisation (10 ans) et l'intégration des nouvelles préoccupations en matière des DH (Droits Economiques, Sociaux, Culturels, Environnement, ...).

Ces innovations portent également sur la couverture d'un large éventail des DH (Droits catégoriels et droits thématiques), le renforcement des attributions en matière de monitoring des DH, le renforcement de l'auto saisine, la réception et traitement des requêtes, les visites et le contrôle qu'il est autorisé à effectuer dans les lieux de détention et les établissements pénitentiaires, et son rôle en matière d'alerte précoce et d'intervention en cas d'urgence et ce qui concerne la médiation et la conciliation.

En outre le Conseil s'est vu renforcer les attributions en matière d'harmonisation, de suivi de la pratique conventionnelle (Monitoring du suivi des Observation Finales et des recommandations des organes de traités) et de mise en œuvre des mécanismes prévus par les instruments internationaux des DH auxquels a souscrit le Maroc.

Outre le rôle de relais entre l'Etat avec ses institutions et la société civile nationale et internationale Le Conseil a vu se Renforcer son interactivité du Conseil avec le système international des DH et dans le débat sur DH et la construction démocratique, avec notamment une incitation à la créativité en matière des DH par le biais d'organisation d'un prix des DH, tout comme il consacre la contribution du CNDH à l'observation des élections.

Les membres du Conseil répondent en plus à des critères déterminés par le dahir, à savoir des personnalités notoirement connues pour leur impartialité, leur probité morale, leur attachement sincère aux valeurs et principes des droits de l'Homme, leur compétence intellectuelle et leur expertise, avec une représentation des principales forces vives de la société agissant dans les différents domaines des DH.

Outre les garanties d'indépendance le CNDH jouit de la capacité juridique et de l'autonomie financière, avec des crédits alloués au

Les opportunités d'investissement au Maroc présentées aux hommes d'affaires de la région nord du Portugal

Les chantiers de développement entrepris par le Maroc, les réalisations économiques et les opportunités d'investissement offertes par le Royaume dans les différents secteurs d'activités, ont été exposés, mercredi et jeudi devant un important auditoire d'hommes d'affaires de la région nord du Portugal.

Intervenant lors d'un « road show » initié par la Chambre de commerce et d'industrie arabo-portugaise, en présence d'investisseurs et d'opérateurs économiques opérant dans les villes de Agueda, Aveiro et Gaia, l'Ambassadeur du Maroc au Portugal, Mme Karima Benyaich, a mis en exergue les avancées réalisées par le Royaume dans les différents secteurs, ainsi que les réformes institutionnelles mises en place pour stimuler l'environnement économique des affaires ainsi que le climat propice aux investissements étrangers.

Après avoir rappelé que le legs historique, la proximité géographique et les valeurs communes d'ouverture, de liberté et de démocratie, sont autant de facteurs qui plaident pour un renforcement constant des relations bilatérales, la diplomate a affirmé que le Maroc est un partenaire de choix du Portugal, et constitue une porte d'accès importante vers le monde arabo-musulman et l'Afrique où il bénéficie d'une solide assise et un pays clé dans toute stratégie de diversification et de développement à l'international des acteurs économiques portugais.

Pays d'ouverture, de tolérance et de dialogue, le Maroc a, sous la conduite de SM le Roi Mohammed VI, multiplié les réformes politiques, économiques et sociales qui ont modifié en profondeur depuis une décennie le visage du Royaume, a dit Mme Benyaich, évoquant les atouts du Royaume en tant que marché intéressant pour les investisseurs portugais dont une position géographique stratégique, la proximité avec l'Europe, la signature du statut avancé avec l'Union Européenne ou des accords de libre-échange avec plusieurs pays.

Tout en soulignant que le Maroc est un chantier à ciel ouvert où le développement économique est érigé en priorité nationale, elle a plaidé pour l'organisation de rencontres et missions d'affaires en vue de connaître les opportunités d'investissements offertes par le Maroc et promouvoir les échanges entre les deux pays amis.

L'Ambassadeur a, à cet égard, passé en revue les fondements de l'économie marocaine émergente et l'environnement des affaires et de l'investissement dans lequel les acteurs économiques portugais jouent un rôle de plus en plus grandissant.

L'ouverture du Maroc et son intégration à son environnement régional et mondial sont devenues des impératifs pour une économie nationale prospère et dynamique, a-t-elle dit, affirmant que le Maroc bénéficie d'une plate-forme d'infrastructures répondant parfaitement aux exigences des opérateurs économiques et des investisseurs qui recherchent des zones de sous-traitance industrielle orientées vers les métiers de l'export à partir du Maroc.

Mme Benyaich a, à ce propos, cité notamment la densification du réseau autoroutier et routier, l'expansion des aéroports et leur renforcement, l'accroissement des capacités portuaires notamment le port Tanger Med I et II qui a confirmé la poursuite des ambitions de positionnement et de compétitivité du Maroc, la consolidation de la carte ferroviaire et l'essor des structures et des capacités touristiques du Royaume.

Le Maroc a également adopté des stratégies industrielles et technologiques efficaces, axées notamment sur le développement de parcs industriels et technologiques, l'expansion des zones franches, la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique, et la définition de stratégies de ciblage sectoriel à travers notamment le plan émergence, le plan Maroc vert, le plan Maroc Numeric 2013 et le programme marocain intégré de l'énergie éolienne, a-t-elle ajouté.

La stratégie industrielle du Maroc repose sur le développement d'un certain nombre d'activités industrielles pour lesquelles il présente des avantages comparatifs évidents.

Le pacte national pour l'émergence industrielle « qui est le socle de cette stratégie est censé favoriser l'essor de six secteurs porteurs appelés à jouer « les locomotives économiques » du pays, a-t-elle poursuivi, notant que les secteurs ciblés et qui constituent les fers de lance de l'industrie au Maroc sont l'offshoring, l'électronique, l'automobile, l'aéronautique et le spatial, l'agroalimentaire et les produits de la mer, le textile et le cuir.

Au cours de ce road show, un séminaire organisé à Aveiro sous le thème « le Maroc, un partenaire stratégique » a été l'occasion de présenter aux hommes d'affaires portugais les multiples opportunités offertes par le Maroc en matière d'investissements.

Dans un exposé sur l'importance du port Tanger Med et des zones franches dans le développement économique du Maroc, le secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie arabo-portugaise, M. Allaoua Karim Bouabdallah a indiqué, chiffres à l'appui, que ce méga projet constitue une plate-forme portuaire et industrielle incontournable sur l'échelle régionale ainsi qu'à l'échelle

de l'Afrique et de l'Europe.

La plate-forme Tanger Med va positionner le Maroc en tant que principale porte en direction du marché européen et asiatique et contribue de manière significative à la création d'emplois, l'amélioration de la compétitivité et la consolidation des infrastructures logistiques et industrielles.

Pour sa part, le représentant de la région Afrique du nord et Moyen orient à l'Agence pour l'Investissement et le Commerce Extérieur du Portugal(AICEP), M. Carlos Juliao a affirmé que le Maroc regorge d'importantes opportunités d'investissements grâce notamment au climat de stabilité, la proximité géographique, le rythme de développement impressionnant, les bonnes performances de l'économie, la modernisation des infrastructures et l'adaptabilité du marché marocain aux aléas de la conjoncture internationale.

En 2010, le Maroc a été le 15ème client du Portugal et son 43ème fournisseur, a ajouté M. Juliao, notant que quelque 140 entreprises portugaises établies au Maroc opèrent dans les secteurs métallurgique, de l'industrie automobile, du commerce et services et des matériaux de construction.

Tout en faisant état de la rude concurrence livrée par la Turquie et les pays du Golf, il a évoqué les multiples facilités offertes aux hommes d'affaires portugais pour les encourager à investir au Maroc.

A Gaia, le vice-président de la municipalité de la ville, Marco Antonio Costa, s'est félicité du niveau de la coopération entre les deux pays et des réalisations accomplies par le Maroc tout en exprimant le souhait de les diversifier davantage dans tous les secteurs.

Tout en soulignant que le Maroc constitue une référence internationale en matière de modernité, il a fait savoir que des projets sont prévus au Maroc notamment dans le secteur du transport.

Dans cette ville, des visites ont été effectuées au siège de la société « Tigopi » spécialisée dans l'énergie éolienne et de la société « BA Vidros SA » spécialisée dans la vitrerie.

Lors de ce road show, des exposés ont été présentés sur les opportunités économiques et industrielles de ces villes réputées par leurs intenses activités industrielles notamment dans le domaine de la métallurgie, de l'énergie éolienne, des matériaux de construction et de la céramique. Ces rencontres ont été l'occasion pour les hommes d'affaires de ces régions de faire part de leur vif intérêt pour les multiples opportunités d'affaires offertes par le Maroc et exprimer la volonté d'en bénéficier et de se déployer sur le marché marocain et pour les entrepreneurs déjà établis au Maroc de se féliciter du climat d'affaires favorable et des facilités accordées aux investisseurs étrangers.

Le SG du CNDH engagé à agir pour l'élargissement du champ des libertés et la consécration des valeurs des droits humains

Le secrétaire général du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), M. Mohammed Essabar, nommé jeudi à ce poste par SM le Roi Mohammed VI, a affirmé son engagement à agir en faveur de l'élargissement du champ des libertés et de la consécration des valeurs de tolérance et des droits humains.

"Notre mission au sein du conseil nous engage à œuvrer pour l'élargissement du champ des libertés et des droits humains, de la consécration des valeurs de tolérance, d'égalité et de respect de la dignité humaine", a déclaré à la presse M. Essabar, qui s'est dit fier de la confiance placée en lui par SM le Roi.

Le secrétaire général a souligné l'importance capitale de la transformation du conseil, jusqu'ici instance consultative, en une institution nationale de défense des droits de l'Homme, qualifiant de "saut qualitatif" cette initiative "qu'il convient, a-t-il dit, d'inscrire dans le cadre d'une stratégie de réforme globale".

Driss El Yazami:

**Le CNDH contribuera
résolument
à la consolidation
des acquis
démocratiques
du Maroc**

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) contribuera résolument à la consolidation des acquis démocratiques ainsi qu'à l'ancrage de la culture et de la pratique des droits de l'Homme au Maroc, a affirmé M. Driss El Yazami, nommé jeudi à la tête de cette institution par SM le Roi Mohammed VI.

«Nous allons nous mettre au travail immédiatement pour compléter ce Conseil et en faire une institution qui puisse consolider les acquis démocratiques, la culture et la pratique des droits de l'Homme», a déclaré à la presse M. El Yazami à l'issue de l'audience que lui a accordée SM le Roi Mohammed VI au Palais Royal de Marrakech.

Se disant «extrêmement honoré» par la confiance royale, le président du CNDH a souligné que le Dahir portant création du conseil l'érige en institution nationale conformément aux normes et standards internationaux en la matière.

L'indépendance du Conseil, ses prérogatives et ses outils de travail se sont élargis par la mise sur pied de structures et de mécanismes régionaux de défense et de protection des droits de l'Homme, a-t-il rappelé.



جلالة الملك يعين إدريس اليزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومحمد الصبار أمينا عاما للمجلس

إجماع على انتظار تحول جذري في التعامل مع الملفات الحقوقية في المغرب

المانوزي: نقلة نوعية ستمكن من إنجاز مهام مطروحة بجدة خديجة الرياضي: تغيير اسم المجلس فعل سياسي بدلالة عميقة
أمينة بوعياش: نحو إيجاد حلول للإشكاليات والملفات العالقة في مجال حماية والنهوض بحقوق الإنسان



ص 2

جلالة الملك يعين إدريس اليزمي رئيسا للمجلس الوطني لحقوق الإنسان ومحمد الصبار أمينا عاما للمجلس

إجماع على انتظار تحول جذري في التعامل مع الملفات الحقوقية في المغرب

المانوزي: نقلة نوعية ستمكن من إنجاز مهام مطروحة بجدة، وستسمح بوضع حد للانتهاكات، وتسهم في بلورة

قرارات دورية وموضوعاتية وستساهم بفعالية في دينامية الملاءمة مع القوانين الدولية

خديجة الرياضي: تغيير اسم المجلس فعل سياسي بدلالة عميقة

أمينة بوعياش: نحو إيجاد حلول للإشكاليات والملفات العالقة في مجال حماية والنهوض بحقوق الإنسان



مصطفى السالكي

عين جلالة الملك محمد السادس، أول أمس الخميس، بالقصر الملكي بمراتش، إدريس اليزمي ومحمد الصبار، على التوالي رئيسا وأميناً عاماً للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بعد إصدار الظهير الشريف الجديد، الذي يرتقي بهذا المجلس من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني، وفق المعايير الدولية في هذا الشأن.

وفي كلمة سامية بالمناسبة، دعا جلالة الملك إدريس اليزمي ومحمد الصبار لاتخاذ الإجراءات الكفيلة بهيئتان تنصيب المجلس، في تركيبته الجديدة، وقيامه بمهامه الوطنية والجهوية، في حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، تجسيدا للإرادة الملكية السامية في مواصلة توطيد ما حققه المغرب من مكاسب على درب ترسيخ دولة الحق والقانون والتقدم الديمقراطي وتعزيز مكانته الريادية الجهوية ودوره الدولي في هذا المجال.

وحسب بلاغ للديوان الملكي، يحرص الظهير المحدث بموجبه المجلس الوطني لحقوق الإنسان كالية وطنية للنهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها، على تعزيز استقلالية هذه المؤسسة، مع تشكيلة تعددية وعقلانية واختصاصات واسعة، علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال ولا سيما مبادئ باريس.

وهكذا سيكون من اختصاصات هذه المؤسسة، وفق البلاغ ذاته، المشورة، والمراقبة، والتحذير الاستباقي، وتقييم وضعية حقوق الإنسان، بالإضافة إلى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني، وإعداد تقرير سنوي، وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك.

وفي هذا الإطار بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء، عند الاقتضاء، لكل شخص يمكنه الإلزام بشهادته في هذا الإطار. كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه الية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات.

ومن بين مهام المجلس بوصفه مؤسسة وطنية، إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء، كما يناط بالمجلس دراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية، الجاري بها العمل، مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تتقدم بها هيئات المعاهدات والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان.

ويساهم المجلس في إعداد التقارير الوطنية المقدمة لهيئات المعاهدات، ويشجع الحكومة على مواصلة تطبيق ملاحظاتها النهائية وتوصياتها، كما يساهم في مراقبة العمليات الانتخابية، ويضطلع بدور الرباط بين الجمعيات الوطنية، والمنظمات الدولية غير الحكومية، بالإضافة إلى الهيئات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة، وينظم ملتقيات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان يتم خلالها تسليم «الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان».

ويرى إدريس اليزمي رئيس المجلس في تصريح أدلى به لبيان اليوم، أن تغيير التسمية (المجلس الوطني عوض المجلس الاستشاري) لم يكن اعتباطيا، بل رمى الظهير الشريف من ورأته تعزيز الملاءمة مع مبادئ باريس ومع الممارسة الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان وإدماج وتطوير وتعزيز المكتسبات وإعادة التنظيم وإدماج الانشغالات الجديدة في مجال حقوق الإنسان، بالإضافة إلى تغطية مجال واسع لحقوق الإنسان.

وعن القيمة المضافة المنتظرة من المجلس، قال إدريس اليزمي إن الظهير الذي ارتقى به إلى مجلس

وطني وسع من الاختصاصات بما يضمن استقلاليته ومساهمته الفاعلة في النقاش حول حقوق الإنسان والبناء الديمقراطي، معتمدا في إنجاز مهامه على نخبة من الكفاءات.

بهذا الخصوص، أوضح محمد الصبار الأمين العام للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في حديث لبيان اليوم، أن تشكيلة المجلس تجمع بين «التعددية والكفاءة والخبرة وتمثيلية المرأة والتمثيلية الجهوية»، بما يفضي إلى «مجلس تعددي يحتل فيه المجتمع المدني موقعا مهما، مشيرا إلى أن «هذا التكليف يلزم بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وتوسيع دائرة المنتعنين والمنتععات بالحقوق الأساسية ومن أجل تجذير الكرامة والمساواة وقيم التسامح وقيم حقوق الإنسان».

ووفق الصبار، سينشر المجلس الجديد تقريرا سنويا، سيرفع إلى جلالة الملك، بالجريدة الرسمية، مع إخبار الرأي العام والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى التقرير إضافة إلى تقديمه لهذا التقرير أمام غرفتي البرلمان، في جلسة عامة، وذلك بعد إخطار رئيسيهما بذلك. وحول الانتظارات وافتاقها، قال الصبار إن ملفات عديدة لازالت عالقة سيتم الإنكباب عليها بحزم كبير وباستقلالية واسعة، علما أن الظهير كان واضحا في رسم حدود الصلاحيات التي ستستجيب بل وستتصدى لكثير من الاختلالات.

وهي اختلالات وصفها مصطفى المنورزي، رئيس لمنتدى الحقيقة والإنصاف، في تصريح لبيان اليوم، ب«العديدة»، والتي ستجد حولا في إطار المجلس الجديد، الذي يعتبر «نقلة نوعية سيتمكن من إنجاز مهام مطروحة بحددة، وستسمح بوضع حد للانتهاكات، وتسهم في بلورة قرارات دورية وموضوعاتية وستساهم بفعالية في دينامية الملاءمة مع القوانين الدولية».

واعتبر مصطفى المنورزي تطبيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة التي عجز المجلس السابق عن تطبيقها والنهوض الفعلي والحقيقي بثقافة حقوق الإنسان على جميع المستويات والتصدي التلقائي والوقائي لكل الإكراهات المفتعلة من أولويات المجلس ومن الإشارات الدالة على نجاحه في مهامه.

وقد خلف المجلس الجديد ردود فعل ميزها الرضى المشوب بالحذر داخل كل من الجمعية المغربية لحقوق الإنسان والمنظمة المغربية لحقوق الإنسان.

ففي تصريح لبيان اليوم، قالت خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان إن المجلس الوطني يخلف المجلس الاستشاري في «ظرفية اجتماعية دقيقة تميزها مطالب واضحة وعلنية وجماهيرية بتغييرات تقطع مع واقع الانتهاكات الصارخة لحقوق الإنسان ومع الاعتقالات السياسية وبإصلاحات تسير في الاتجاه المعاكس للممارسات السائدة التي تضرب أبسط الحقوق المتعارف عليها دوليا، خاصة تلك التي ترتبط بحق المواطن في كرامته كإنسان».

واعتبرت خديجة الرياضي تغيير اسم المجلس «فعلا سياسيا ذا دلالة عميقة»، على اعتبار أن المجلس الاستشاري السابق «لم يرق بالمهام المنوطة إليه، ولم تقدم تقاريره صورة حقيقية للواقع، ولم يلتزم بتوصيات هيئة الإنصاف والمصالحة»، وكان بذلك «تقول المتحدث، «مجرد بوق للدولة»، مشيرة إلى ضرورة قيام المجلس الجديد بتغييرات جوهرية لا ترقية حتى لا يصير شبيها لسابقه».

وعلى غرار الموقف الشخصي لخديجة الرياضي، التي أعلنت أن الجمعية المغربية لحقوق الإنسان ستصدر بيانا في موضوع المجلس، خلال اجتماع قريب، أدلت أمينة بوغياش رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، لبيان اليوم، بموقف اعتبرته موقفا شخصيا ملزما لذاتها، عبرت فيه عن أملها في أن يتمتع المجلس باستقلالية وصفحتها ب«الحاسمة»، في مجال اضطلاع الشخصيات المشكلة للمجلس بالمهام المنتظرة منهم، من أجل إيجاد حلول للإشكالات والملفات العالقة في مجال حماية والنهوض بحقوق الإنسان.

وأكدت أمينة بوغياش أن تغيير تسمية المجلس

يحمل دلالات على انصهاره المحتمل في سيروية التغييرات الجارية، خاصة وأنه يضم شخصيات بارزة في مجال الحركة الحقوقية المغربية وقريبة من حركات حقوقية شاركت معها في تدبير ملفات صعبة وشائكة.

وشددت بوعياش على ضرورة انتظار انعقاد اجتماع المنظمة المغربية لحقوق الإنسان، للوقوف على تدقيقات جديدة ومواقف ومقترحات حاسمة بخصوص الموقف المنتظر من المجلس.

يشار إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، يضم، حسب الظهير، 30 عضوا يعينون لولاية مدتها أربع سنوات قابلة للتجديد. ويتم اختيار الأعضاء بعد التشاور من بين الشخصيات التي تمثل القوى الحية للمجتمع وتعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديها خبرة وتجربة في هذا المجال.

ويتوزع الأعضاء على خمسة أصناف، ثمانية أعضاء يعينهم جلالة الملك من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها. وأحد عشر عضوا يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال، إضافة إلى ثمانية أعضاء يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان. فبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان. أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب. أما الصنف الرابع فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضوا واحدا تقترحه الودادية الحسنية للقضاة.

اختصاصات جديدة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان تدعم استقلاليته

مصطفى العراقي

هناك أربعة معطيات لابد من تسجيلها بشأن المجلس الوطني لحقوق الإنسان الذي عين جلالة الملك محمد السادس أول أمس، رئيساً وأميناً عاماً جديدين لتسييره..

أولاً، تسميته بالمجلس الوطني، وتوسيع اختصاصاته سيجعل منه آلية مبادرة في مجال حماية حقوق الإنسان والتعبير عن الرأي بشأن واقعه وتحديد الصيغ لمعالجته، وإعطاء دفعة جديدة لاستقلاليته.

ثانياً، التفاعل مع «مبادئ باريس» المتعلقة بالمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان. فالظهير الجديد الذي يوظف المجلس اتخذ العديد من هذه المبادئ عناصر رئيسية في بنائه ومضامينه. وبالتالي جعل منه مؤسسة ذات اختصاصات واسعة دون شك ستعزز الحقل الحقوقي ببلادنا وينتظر أن تساهم في تطويره وفي نشر ثقافة حقوق الإنسان.

ثالثاً، اختيار شخصيتين لهما رصيد حافل في مجال حقوق الإنسان وفي النضال من أجل حمايتها، ويتعلق الأمر بادريس اليازمي الذي عينه جلالة الملك رئيساً ومحمد إلبصار أميناً عاماً. فالأول كان يشغل رئيس مجلس الجالية المغربية وسبق أن تقلد منصب نائب رئيس الفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان التي تعد من أبرز المنظمات الدولية غير الحكومية. والبصير سبق أن تقلد رئاسة المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف الذي عمل إلى جانب المنظمات الحقوقية ببلادنا على إيلاء ملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق



جلالة الملك يستقبل رئيس وأمين المجلس الوطني لحقوق الإنسان

بروتوكولات. ومن بينها البروتوكول المتعلق بإلغاء عقوبة الإعدام. خلاصات المناظرات التي نظمتها الهيئات الحقوقية بشأن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان والتي تعد مرجعاً أساسياً في ما يتعلق بالاقترحات والمطالب.

في الأخير لابد أن نسجل تصريحه المسؤوليين الجديدين للمجلس عقب تعيينهما من طرف جلالة الملك. فلقد اعتبر إدريس اليازمي أن المجلس في صيغته الجديدة «سيساهم بقوة في ترسيخ المكتسبات الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب، ثقافة وممارسة». أما محمد البصير فشد على «الالتزام بالعمل من أجل توسيع هامش الحريات وترسيخ جذور قيم التسامح وحقوق الإنسان». ونشير إلى أن الديوان الملكي اعتبر في بلاغ له أن «هذين التعيينين يأتیان بعد إصدار الظهير الشريف الجديد الذي يرتقي بهذا المجلس من مؤسسة استشارية إلى مجلس وطني لحقوق الإنسان وفق المعايير الدولية في هذا الشأن. ويتميز المجلس الوطني الجديد باعتدال الآليات جبهة للدفاع عن حقوق الإنسان وصيانتها في تنظيمه وممارسته اختصاصه».

ويهدف الظهير الجديد - حسب بلاغ الديوان الملكي - إلى «دعم استقلالية المجلس وتوسيع صلاحياته في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، وتعزيز تعدديته واعتماد الخبرة والتخصص في مجالات حقوق الإنسان، لاختيار أعضائه».

(انظر الملف الأسبوعي 9-10-11)

الإنسان التي عرفها المغرب منذ إستقلاله، الأهمية في فضحها ومعالجتها من خلال الأنشطة والمناظرات والمحاکمات والتظاهرات والتقارير، ومن خلال حياة الإنصاف والمصالحة التي كانت من بين التجارب الرائدة على المستوى الدولي.

رابعاً، هذه الإصلاحات تأتي استجابة لمطالب القوى الحقوقية من أجل أن يتمتع المجلس باختصاصات تنقله من دور المسؤولية الاستشارية إلى المسؤولية المبادرة التي تمارس دورها بحياد إيجابي ينتصر لحقوق الإنسان.

ويمكن اعتبار أن تجربة المجلس دخلت حقيبتها الثالثة (تأسس المجلس سنة 1990 وتم توسيع صلاحياته في 2001) التي تؤهله إلى أن يكون في مستوى المؤسسات الوطنية في دول أخرى التي تدافع عن كرامة المواطن وحقوقه، وأيضاً السهر على إعمال هذه الحقوق سواء السياسية والمدنية منها أو الاقتصادية والاجتماعية والثقافية. وفي هذا المجال نشير إلى أن على طاوله المجلس الوطني لحقوق الإنسان ملفات أساسية من أبرزها:

إلعمل على تفعيل توصيات حياة الإنصاف والمصالحة والتي تجمع كل المكونات الحقوقية والسياسية بالمغرب على أهميتها وضرورتها، لأنها جزء أساسي من الإصلاحات الدستورية والمؤسساتية والسياسية التي تنادي بها القوى الوطنية والديمقراطية.

المصادقة على الصكوك الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، اتفاقيات أو

المجلس الوطني لحقوق الإنسان : المهام والمكونات استقلالية معززة وتعددية قوية واختصاصات واسعة

حرص الظهير المحدث بموجبه المجلس الوطني لحقوق الإنسان كآلية وطنية للنهوض بحقوق الإنسان والحريات وحمايتها، على تعزيز استقلالية هذه المؤسسة مع تشكيلة تعددية وعقلانية واختصاصات واسعة، علاوة على تعزيز القدرة والتناسق مع المعايير الدولية في هذا المجال ولا سيما مبادئ باريس.

وهكذا سيكون من اختصاصات هذه المؤسسة المشورة، والمراقبة، والتحذير الاستباقي، وتقييم وضعية حقوق الإنسان بالإضافة الى التفكير وإثراء النقاش بشأن القضايا المتعلقة بحقوق الإنسان عبر مجموع التراب الوطني وإعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك.

في هذا الإطار بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء، عند الاقتضاء، لكل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار.

كما يمكن للمجلس التدخل بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيفة بالنسب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات.

ومن بين مهام المجلس بوصفه مؤسسة وطنية، إمكانية زيارة مراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء.

كما يناط بالمجلس دراسة مدى ملاءمة النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل مع المواثيق الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان وبالقانون الدولي الإنساني في ضوء الملاحظات والتوصيات التي تتقدم بها هيئات المعاهدات والمشاركة في وضع الآليات المنصوص عليها من طرف المؤسسات الدولية ذات الصلة بحقوق الإنسان.

ويساهم المجلس في إعداد التقارير الوطنية المقدمة لهيئات المعاهدات ويشجع الحكومة على مواصلة تطبيق ملاحظاتها النهائية وتوصياتها.

وفي سياق تعزيز الديمقراطية، يساهم المجلس في مراقبة العمليات الانتخابية.

وفي أفق إغناء النقاشات بشأن قضايا حقوق الإنسان والديمقراطية، يضطلع المجلس بدور الرابط بين الجمعيات الوطنية، والمنظمات الدولية غير الحكومية بالإضافة الى الهيئات التابعة لمنظمة الأمم المتحدة، وينظم ملتقيات وطنية وإقليمية ودولية لحقوق الإنسان يتم خلالها تسليم «الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان».

وحرص الظهير على أن تجمع تشكيلة المجلس الوطني لحقوق الإنسان بين التعددية والكفاءة والخبرة وتمثيلية المرأة والتمثيلية الجهوية.

هكذا فبالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالنهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدث، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا يعينون لولاية مدتها أربع سنوات قابلة للتجديد.

ويتم اختيار الأعضاء بعد التشاور من بين الشخصيات التي تمثل القوى الحية للمجتمع، جمعيات ونقابات وبرلمان ووجوه فكرية ومن أعضاء سلك القضاء وأساتذة التعليم العالي وخبراء مغاربة لدى الأمم المتحدة. وتعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديها خبرة وتجربة في هذا المجال.

ويتوزع الأعضاء على خمسة أصناف، ثمانية أعضاء يعينهم جلالة الملك من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها.

وأحد عشر عضوا يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان ومشهود لهم بعملهم الجدي في هذا المجال، إضافة الى ثمانية أعضاء يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان.

فبالنسبة لرئيس مجلس النواب يختار عضوين من بين البرلمانين بعد استشارة الفرق البرلمانية، وعضوين من بين الخبراء المغاربة العاملين ضمن الهيئات الدولية المعنية بحقوق الإنسان.

أما بالنسبة لرئيس مجلس المستشارين فيختار أربعة أعضاء يتم اقتراحهم من قبل الهيئة أو الهيئات التي تمثل على التوالي الأساتذة الجامعيين والصحفيين المهنيين والهيئة الوطنية للأطباء وجمعية هيئات المحامين بالمغرب.

أما الصنف الرابع فيشمل عضوين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، في حين يشمل الصنف الخامس عضوا واحدا تقترحه الودادية الحسنية للقضاة.

ومن أجل مزاوله مهامهم، فإن الرئيس والأعضاء يتمتعون بحماية تضمن لهم ممارسة مهامهم باستقلالية. وهم ملزمون بالتحفظ وكنمان السر...

وفي ما يتعلق بعمل المجلس، فإنه يتم تحت مسؤولية رئيس وأمين عام يتم تعيينهما بظهير، وإلى جانبهما ينهض مكتب تنفيذي، مكون من رؤساء مجموعات العمل والمقررين بالمهام الموكولة إليه من قبل المجلس.

ويتمتع المجلس بالأهلية القانونية والاستقلال المالي، وبهذه الصفة ترصد له اعتمادات من ميزانية الدولة لتغطية نفقات التسيير والتجهيز.

ويتوفر المجلس على ممثلات جهوية تعمل بالتعاون مع الجمعيات المحلية النشيطة، وتكلف بمتابعة ومراقبة ومعالجة الشكاوى المتعلقة بخروقات حقوق الإنسان.

أما بالنسبة لاجتماعات المجلس فهناك أربعة أنواع، تعقد الأولى بأمر من جلالة الملك من أجل بحث قضية يعرضها جلالتة على المجلس من أجل المشورة وإبداء الرأي، فيما تعقد الدورات العادية أربع مرات في السنة على الأكثر. ثم هناك الاجتماعات التي تعقد بمبادرة من ثلثي أعضاء المجلس على الأقل، وأخيرا الاجتماعات التي تعقد من أجل قضايا مستعجلة بمبادرة من رئيس المجلس.

ويحدد القانون الداخلي الشروط الخاصة بسير وممارسة الاختصاصات وكذا انعقاد الاجتماعات ومداولات المجلس. ويرفع رئيس المجلس إلى جلالة الملك تقريرا سنويا حول حالة حقوق الإنسان وكذا حول حصيلة وآفاق عمل المجلس. وينشر هذا التقرير بالجريدة الرسمية.

ويخبر رئيس المجلس الرأي العام والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى هذا التقرير. ويقدم أمام غرفتي البرلمان كل على حدة، خلال جلسة عامة، عرضا موجزا حول مضمون التقرير، وذلك بعد إخطار رئيسي الغرفتين بذلك.

ويتم نشر وإذاعة تقارير وأراء وتوصيات ومقترحات المجلس على نطاق واسع بعد إحاطة جلالة الملك علما بها. وهكذا فإن التجديدات التي جاء بها الظهير بالإضافة إلى تغيير التسمية، المجلس الوطني عوض المجلس الاستشاري، تهم تعزيز الملاءمة مع «مبادئ باريس» والممارسة الدولية للمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان وإدماج وتطوير وتعزيز المكتسبات منذ الإحداث، 20 سنة وإعادة التنظيم 10 سنوات، وكذلك إدماج الإنشغالات الجديدة في مجال حقوق الإنسان، الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والبيئية....

وتهم هذه التجديدات أيضا تغطية مجال واسع لحقوق الإنسان حقوق فئوية، حقوق موضوعاتية، وكذلك تعزيز اختصاصات المجلس في مجال مراقبة حقوق الإنسان لا سيما في ما يخص حماية هذه الحقوق وتعزيز الإحالة الذاتية وتلقي ومعالجة الشكاوى وزيارة ومراقبة أماكن الاعتقال والمؤسسات السجنية والانداز الاستباقي والتدخل في حالة الاستعجال والوساطة والمصالحة.

وبالنسبة للنهوض بحقوق الإنسان فقد تضمن الظهير توسيع الاختصاصات في مجال التناسق. وتتبع تطبيق المعاهدات، مراقبة ومتابعة الملاحظات النهائية وتوصيات أجهزة المعاهدات، ووضع الآليات المطلوبة من الأجهزة الدولية لحقوق الإنسان التي يعد المغرب عضوا فيها.

وبالإضافة إلى دوره كرابط بين الدولة بمؤسساتها والمجتمع المدني الوطني والدولي عرف المجلس تعزيز تلاءم أنشطته مع النظام الدولي لحقوق الإنسان ومساهمته في دعم قدرات السلطات العمومية والجمعيات في مجال حقوق الإنسان. وكذا مساهمته في النقاش حول حقوق الإنسان والبناء الديمقراطي مع تشجيع الخلق والابتكار في مجال حقوق الإنسان عن طريق تنظيم الجائزة الوطنية لحقوق الإنسان، وكذا مراقبة الانتخابات.

وبخصوص تشكيلة المجلس، فإن أعضائه بالإضافة إلى استجابتهم للمعايير المحددة من طرف الظهير هم شخصيات مشهود لها بالحياد والنزاهة الأدبية وتمسكها الصادق بقيم ومبادئ حقوق الإنسان وإسهامها الجدير بالتقدير في مجال حماية هذه الحقوق والنهوض بها وكفاءتها الفكرية وخبرتها مع تمثيلية القوى الحية للمجتمع العاملة في مختلف مجالات حقوق الإنسان. وبالنسبة للعلاقة مع الرأي العام، فإن الظهير ينص على نشر التقرير السنوي المرفوع إلى جلالة الملك بالجريدة الرسمية، وكذا ضرورة قيام رئيس المجلس بإخبار الرأي العام والمنظمات والهيئات الوطنية والدولية المعنية بحقوق الإنسان بفحوى التقرير إضافة إلى تقديمه لهذا التقرير أمام كل غرفة من غرفتي البرلمان، في جلسة عامة، وذلك بعد إخطار رئيسيهما بذلك.

ويتضح من ذلك حرص المشرع على ضمان تناسق أكبر مع «مبادئ باريس».

«مبادئ باريس» المتعلقة بنظام وسير المؤسسات الوطنية لحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، يتعلق الأمر بالتوصيات المصادق عليها من طرف لجنة حقوق الإنسان التابعة للأمم المتحدة في مارس 1992 [قرار 1992 / 54] والجمعية العامة [قرار 20 دجنبر 1993] والتي يمكن تلخيصها من حيث الصلاحيات والاختصاصات كهيئة وطنية مخولة بصلاحيات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها كصلاحيات موسعة قدر الامكان ومنصوص عليها بشكل واضح في نص دستوري أو قانوني يحدد تشكيلتها ومجال اختصاصها.

وكذا قيامها كهيئة وطنية، بصفة استشارية، بمد الحكومة والبرلمان وكل الأجهزة الأخرى المختصة، سواء من خلال ممارسة مهامها بشكل مستقل أو بطلب من السلطات المعنية، بأراء وتوصيات ومقترحات وتقارير تتعلق بكل القضايا المرتبطة بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها، ويمكن للهيئة الوطنية أن تقرر في نشرها.

كما تتكلف بمهمة التطوير والحرص على الملاءمة بالنسبة للتشريع والقوانين والممارسات الوطنية مع الآليات الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، التي انخرطت فيها الدولة، وكذا السهر على تنفيذها الفعلي علاوة على التحفيز على المصادقة على هذه الآليات أو الانضمام إلى هذه النصوص والتأكد من تطبيقها، والمساهمة في إعداد التقارير التي يتعين على الدول تقديمها إلى أجهزة ولجن الأمم المتحدة وكذا للمؤسسات الإقليمية تطبيقا لالتزاماتها والقيام عند الاقتضاء بإبداء الرأي في هذا الصدد في إطار احترام استقلاليتها.

ودائما حسب «مبادئ باريس» تتولى الهيئة أيضا مهام التعاون مع منظمة الأمم المتحدة وكل هيئة أخرى تابعة لهذه المنظمة

وكذا مع الهيئات الإقليمية والوطنية لبلدان أخرى مختصة في مجالات حماية حقوق الإنسان والنهوض بها، والمشاركة في إعداد البرامج المتعلقة بالتعليم والبحث حول حقوق الإنسان والمساهمة في تطبيقها في الأوساط المدرسية والجامعية والمهنية والتعريف بحقوق الإنسان ومكافحة كل أشكال التمييز وخصوصا التمييز العنصري وذلك من خلال توعية الرأي العام وخاصة عن طريق الإعلام والتعليم وإشراك كل وسائل الإعلام.

وبخصوص التشكيلة وضمانات الاستقلالية والتعددية تقضي «مبادئ باريس» على ضرورة أن تتم تشكيلة الهيئة الوطنية وتعيين أعضائها، سواء أكان ذلك بواسطة الانتخاب أم لا، وفق مسطرة تشمل كل الضمانات الضرورية لإقرار تمثيلية تعددية للقوى الاجتماعية، من المجتمع المدني المعنية بحماية حقوق الإنسان والنهوض بها وخاصة من خلال صلاحيات تمكن من إرساء تعاون فعلي سواء بالحضور أو من خلال نواب مع منظمات غير حكومية والنقابات ومنظمات سوسيو مهنية ورجال القانون والأطباء والصحافيين وشخصيات ذات كفاءة علمية بالإضافة الى تيارات فكرية وفلسفية ودينية وجامعيين وخبراء مؤهلين والبرلمان والإدارات.

ومن الضروري، حسب مبادئ باريس، أن تتوفر الهيئة الوطنية على بنية تحتية ملائمة لحسن سير أنشطتها وخاصة الاعتمادات المالية الكافية. ويكون الهدف من هذه الاعتمادات بالخصوص تمكينها من عاملين ومقرات خاصة لضمان استقلاليتها تجاه الدولة وأن لا تكون خاضعة إلا لمراقبة مالية تحترم استقلاليتها.

ومن أجل استقرار فترة ولاية أعضاء الهيئة والتي بدونها لن تكون لها استقلالية حقيقية فإن تعيينهم يتم بواسطة عقد رسمي يوضح لفترة محددة مدة الولاية، ويمكن أن تكون قابلة للتجديد بشرط أن يحرص على ضمان تعددية تشكيلتها.

وفي ما يخص معايير اشتغالها يتعين على الهيئة النظر بكل حرية في مختلف القضايا الواردة ضمن اختصاصاتها، سواء عرضت من قبل الحكومة أو أحيلت عليها والاستماع لكل شخص والحصول على كل المعلومات والوثائق الضرورية لتقدير الحالات المندرجة ضمن اختصاصاتها والتوجه مباشرة الى الرأي العام أو بواسطة أي وسيلة إعلام على الخصوص من أجل نشر أرائها وتوصياتها وعقد اجتماعات على أساس منتظم وإحداث مجموعات عمل جهوية لمساعدتها على الاضطلاع بمهامها.

كما تقوم الهيئة بإجراء مشاورات مع المنظمات القضائية الأخرى أو غيرها المعنية بحماية والنهوض بحقوق الإنسان على الخصوص مؤسسات الوسيط [الأومبودسمان] والمؤسسات المائلة وذلك أخذا بعين الاعتبار للدور الأساسي الذي تلعبه المنظمات غير الحكومية في تعزيز عمل المؤسسات الوطنية وتطوير العلاقات مع هذه المنظمات التي تركز عملها لحماية حقوق الإنسان والتنمية الاقتصادية والاجتماعية ومكافحة العنصرية وحماية الفئات الهشة.

أمينة بوعياش، مصطفى المانوزي وعبد العزيز النويضي

آراء في إحداث المجلس الجديد

أعد الشهادات: محمد الطالبي
- يوسف هنائي

بخصوصه.

ومن جانبه قال مصطفى المانوزي رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والانصاف أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان عرف نوعا من التوازن في مكوناته. وأوضح المانوزي في تصريح له للاتحاد الاشتراكي أنه بالإضافة إلى الرئيس، والأمين العام، والمسؤول عن المؤسسة المكلفة بالنهوض بالتواصل بين المواطن والإدارة، ورؤساء اللجان الجهوية المحدثه، يضم المجلس الوطني لحقوق الإنسان 30 عضوا يعينون لولاية مدتها أربع سنوات قابلة للتجديد. وتعمل ضمن مجالات حقوق الإنسان ولديها خبرة وتجربة في هذا المجال. وأشار إلى أن يتوزع الأعضاء على خمسة أصناف،

وأشار المانوزي إلى أن توازن المجلس في مكوناته يظهر من خلال الأعضاء الثمانية الذين يعينهم جلالة الملك من بين الشخصيات المشهود لها بالخبرة الواسعة ومساهماتها القيمة على الساحة الوطنية والدولية، في مجال حماية حقوق الإنسان والنهوض بها. وكذلك من خلال الأحد عشر عضوا الذين يتم اقتراحهم من قبل منظمات غير حكومية نشيطة في مجال حقوق الإنسان، إضافة إلى ثمانية أعضاء يتم ترشيحهم من قبل رئيسي غرفتي البرلمان، وكذلك من خلال العضوين اللذين يتم اقتراحهما من قبل الهيئات الدينية العليا، وأيضا العضو الذي تقترحه الودادية الحسنية للقضاة. وقال رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والانصاف

أكدت أمينة بوعياش، رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان أن إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان تعبير عن إرادة سياسية في متابعة وترسيخ مسار الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب. وشددت رئيسة المنظمة المغربية لحقوق الإنسان في تصريح له للاتحاد الاشتراكي «على أن طبيعة مهام وصلاحيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان الواسعة والقادرة على مباشرة لكل القضايا المتعلقة بالنهوض وحماية حقوق الإنسان تأكيد على الاختيار الذي تم تبنيه منذ سنوات،

واعتبرت أمينة بوعياش أن أهمية المجلس الوطني لحقوق الإنسان تؤكد أيضا طبيعة الشخصيتين التي تم تعيينهما على رأس هذا المجلس من قبل جلالة الملك محمد السادس، والتي كانتا دائمتا الارتباط بالحركة الحقوقية وعلى اتصال بنشاطاتها وفعاليات المجتمع المدني، ومعروفتين بمساهمتهما في تسليط الضوء على ملفات شائكة كملف الانتهاكات الجسدية لحقوق الإنسان، مشيرة في الآن ذاته أنهما ساهمتا في وضع اقتراحات لتجاوز هذا الملف.

وأوضحت أمينة بوعياش أن جميع هياكل المنظمة المغربية لحقوق الإنسان ستجتمع في القادم من الأيام من أجل دراسة مسألة إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان دراسة عميقة، وبلورة موقف نهائي

الحقوقي أن العبرة بما سيقوم به المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وأوضح النويضي في تصريح له للاتحاد الاشتراكي أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان كان يتيح صلاحيات كبيرة غير أنه نبه إلى أن رئيسه لم يكن على بينة من أمور كثيرة، ولم تكن لحرزني على حد تعبيره. استقلالية كاملة عن الجهات التي تعارض حقوق الإنسان مشيرا في الآن ذاته، أنه لم يثبت في سلوكه وتصريحاته ومبادراته استقلاليته ويم يتمكن من الدفع كثيرا بحقوق الإنسان.

وأوضح الفاعل الحقوقي أن العجز لم يكن في الظهير المحدث للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان مؤكدا أن المغرب كان سيحقق تقدما كبيرا لو تمتع بمزيد من الجرأة في هذا المجال.

وأشار النويضي إلى إنه بالرغم من إحداث المجلس الوطني لحقوق الإنسان بنصر جديد فإن أمر توفقه في مهامه وانجاز رئيسه ادريس اليازمي وأمينه العام محمد الصبار لمهامهما رهين بتوفر إرادة سياسية لأجل حل القضايا الكبرى وخاصة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وعبر النويضي عن رغبته أن يقوم كل من رئيس المجلس ومن أمينه العام على الخصوص على تنفيذ المطالب التي سبق و«نادينا بها جنبا إلى جنب ومن بينها إطلاق سراح المعتقلين السياسيين المعتقلين في قضية بلعيرج والتامك ومن معهما كما انتظر منه العمل على تنفيذ توصيات الحقيقة و الإنصاف في مجال الحكامة الامنية وإصلاح القضاء وغيرها.

أنه بالمقارنة مع المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان والعلاقات التي كانت له بالنظر إلى السياق العام فإنه من الناحية النسبية هناك نوع من الانتقال النوعي بالنسبة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان سواء من حيث الصلاحيات التي صارت أوسع.

وأوضح المانوزي أنه بإمكان المجلس بمبادرة منه أو على أساس شكاوى، القيام بتحقيقات ودراسة حالات المساس أو مزاعم بانتهاك حقوق الإنسان وتوجيه الاستدعاء، عند الاقتضاء، لكل شخص يمكنه الإدلاء بشهادته في هذا الإطار، وأيضا التدخل بوصفه آلية للتحذير الاستباقي في كل حالة توتر كفيلة بالتسبب في انتهاكات لحقوق الإنسان واتخاذ كل مبادرات الوساطة أو المصالحة التي من شأنها تفادي مثل هذه الانتهاكات.

كما أنه يمكن للمجلس القيام بزيارات لمراكز الاعتقال والمؤسسات السجنية ومراقبة ظروف السجناء، بالإضافة إلى إعداد تقرير سنوي وتقارير متخصصة أو موضوعاتية تعرض على النظر السامي لجلالة الملك قبل تعميمها.

وخلص رئيس المنتدى المغربي للحقيقة والإنصاف أن المجلس الوطني للمنتدى سيتخذ موقفه من الانخراط في هذه المؤسسة الوطنية الجديدة، مشيرا إلى أن المنتدى يسجل بأنه هذه المؤسسة لن تكون كسابقتها لأنه لم يكن هناك إشراك حقيقي للمنتدى في المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في تدبير الملفات الشائكة.

بالموازاة قال عبد العزيز النويضي، الفاعل

- 8 ماي 1990: تأسيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان
27 دجنبر 1990: رأي استشاري لإحداث لجنة تحقيق حول أحداث فاس؛
1994: إبداء رأي استشاري بخصوص العفو الملكي عن المعتقلين السياسيين؛
غشت 1999: قرار ملكي بإحداث هيئة التحكيم المستقلة المكلفة بتعويض ضحايا الاختفاء القسري؛
أبريل 2000: تعديل الظهير المحدث
- للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بشكل واسع اختصاصاته ومجالات تدخله طبقا لمبادئ باريس المنظمة للمؤسسات الوطنية للنهوض بحقوق الإنسان وحمايتها؛
2003: إصدار توصية متعلقة بإحداث لجنة تسمى «هيئة الإنصاف والمصالحة»؛
2003: إعداد أول تقرير حول حالة حقوق الإنسان بالمغرب؛
2004: إعداد أول تقرير موضوعاتي حول أوضاع السجون بالمغرب؛
- 10 أبريل 2004: تنصيب هيئة الإنصاف والمصالحة؛
نونبر 2005: تقديم التقرير الختامي لهيئة الإنصاف والمصالحة؛
دجنبر 2005: إحداث لجنة لتقصي الحقائق حول أحداث سبتة ومليلية؛
يناير 2006: تكليف المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بمتابعة تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة؛
26 فبراير 2007: الإعلان الرسمي عن

- الأرضية المواطنة للنهوض بثقافة حقوق الإنسان؛
شتنبر 2007: تنظيم وتنسيق عملية ملاحظة الانتخابات التشريعية لسنة 2007؛
أبريل 2008: الإعلان الرسمي عن مسار إعداد خطة العمل الوطنية في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان بالمغرب؛
2008: إطلاق مسلسل إحداث المكاتب الإدارية الجهوية؛
- يناير 2009: إطلاق دراسة مع برنامج الأمم المتحدة الإنمائي حول الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية؛
يوليوز 2009: تنظيم عملية ملاحظة الانتخابات الجماعية لسنة 2009؛
2009: إنجاز دراسة حول ملاءمة مشروع القانون الجنائي للمعايير الدولية لحقوق الإنسان.